

le monde
Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 640 JEUDI 4 DÉCEMBRE 1986 8,00 F

Les lycéens et les étudiants se mobilisent...



ET VOUS ?

Editorial

A L'HEURE où paraîtra ce numéro du « Monde libertaire », le mouvement étudiant et lycéen se préparera une nouvelle fois à descendre dans la rue après l'énorme succès des manifestations qui, un peu partout en France, ont rassemblé 500 000 personnes le jeudi 27 novembre. En une semaine, nul ne peut dire comment la situation et la mobilisation peuvent avoir évoluées, tant il est vrai que de tels mouvements sont les premiers surpris de leur propre ampleur. A l'évidence, le projet Devaquet, qui en a servi de détonateur, révèle également un malaise bien plus profond sur lequel ne manqueront pas de se pencher les sociologues.

En attendant, c'est l'ensemble de la classe

politique qui essaye de prendre pied. Sans beaucoup de succès jusqu'à présent. Si l'U.N.E.F.-I.D. ne joue pas un rôle aussi directif qu'à l'évidence elle souhaiterait, ou si S.O.S.-Racisme se cantonne au rôle de soutien logistique des lycéens, c'est aux seules volontés et capacités d'auto-organisation des lycéens et des étudiants qu'on le doit.

Désormais, avec l'ajournement du projet, ce mouvement est confronté aux problèmes de sa propre durée et de la gestion de la situation maintenant créée. Le gouvernement table sur le temps et l'usure de la mobilisation, restant maître du moment et de la manière de faire passer sa réforme. L'opposition, interlocutrice privilégiée, a tout à y gagner, ses organisations politiques et syndicales étant par nature adaptées à des luttes de longue haleine au travers desquelles elle peut retrouver la direction d'un mouvement qui pour l'instant lui échappe. Les lycéens et les étudiants sauront-

ils résister à cette usure, en gagnant l'ensemble de la communauté scolaire et universitaire à leur lutte ou l'apathie va-t-elle retomber sur l'université, c'est à cette question que le mouvement doit répondre dans les semaines et les mois à venir.

Une chose en tout cas est bien réelle et tangible : la reculade que le gouvernement a du consentir immédiatement sur le projet Devaquet montre que la mobilisation et la lutte aujourd'hui peuvent payer. A l'heure des attaques contre la Sécurité sociale, de la remise en cause des prestations de santé (remboursement moindre des médicaments, de certaines interventions chirurgicales « bénignes » et jusqu'à la remise en cause du remboursement de l'I.V.G.), à l'heure du renforcement de la discrimination raciale, à l'heure où les appétits patronaux ne connaissent plus de limite, la jeunesse des facs, des lycées et des collèges montre à tous la voie à suivre.

communiqués éditions

• PARIS

Le Comité de soutien aux réfractaires reprend ses permanences, tous les premiers samedis de chaque mois, de 14 h à 16 h, à la librairie du Monde libertaire. Contact et infos au répondeur antimilitariste : (16.1) 43.03.62.03.

LES ULIS

Le groupe Emile-Pouget vous informe que tous les vendredis, de 20 h à 21 h 30, vous pouvez entendre les anarchistes sur Radio-Village (103.8 MHz). Vente du « Monde libertaire » au marché des Ulis tous les dimanches, assurée par le groupe Emile-Pouget.

• TOURNON

La liaison F.A. de Tournon et des sympathisants animent une émission de radio tous les 1^{er} et 3^e mercredis de chaque mois, de 18 h à 19 h, sur Radio-Mega (Valence), 99.2 MHz. L'émission s'appelle « Antidote : chronique libertaire ». A chaque diffusion, nous traitons un thème différent avec, au début de l'émission, un rapide tour d'horizon sur l'actualité.

• MONTROUGE

Depuis novembre, Montrouge est noir ! « Montrouge-noir », c'est en effet le nom du nouveau groupe de la Fédération anarchiste qui vient de se créer dans les Hauts-de-Seine. Parmi ses activités, la vente du « Monde libertaire » sur les marchés de Montrouge. Dès maintenant, pour tout contact, écrivez-nous à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Salutations libertaires.

• DIJON

Le groupe de Dijon a le plaisir de vous annoncer l'ouverture de son local au 61 de la rue Jeannin à Dijon, le mardi 2 décembre. Vous trouverez sur place un large éventail de la presse libertaire, ainsi que de nombreux ouvrages sur l'anarchisme. Les permanences se dérouleront le mardi, de 18 h à 20 h, et le samedi de 15 h à 18 h. D'autre part, nous continuons nos émissions sur Radio Dijon-Campus (100.2 MHz), « A boulets noirs », le mardi tous les quinze jours, de 19 h 15 à 20 h.

• CHAMBÉRY

La liaison « Région savoyarde » de Chambéry assurera des permanences chaque 2^e et 4^e samedi de chaque mois au 504, rue Nicolas-Parent, 73000 Chambéry (bât. du fond, 1^{er} étage, à droite), de 16 h à 19 h.

• POITIERS

Le groupe Berkman vient d'acquérir un local. Des permanences libertaires s'y tiennent tous les mercredis et les 1^{er} et 3^e samedis du mois, de 15 h à 19 h. Un rayon librairie et une bibliothèque de prêt sont ouverts. Adresse du local : 6, rue des Flageolles, 86000 Poitiers.

• LILLE

Thèmes des prochaines émissions de la Voix sans maître (tous les vendredis, de 21 h à 23 h, sur Radio Campus 99.6 MHz) : le 5 décembre, Résistance internationale des femmes à la guerre ; et le 12, Science-fiction et politique ou (sous réserve) : émission spéciale sur Haïti en compagnie de Frères des Hommes.

• MARSEILLE

L'exposition de la Fédération anarchiste sur la révolution espagnole est visible au local du groupe de Marseille (11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille) durant tout le mois de décembre, lors des permanences du samedi de 14 h à 17 h.

• AFFICHE

L'administration et les relations intérieures de la Fédération anarchiste viennent d'éditer une affiche en soutien au « Monde libertaire », disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, au prix de 0,60 franc l'unité (au-dessus de 50 exemplaires).



• MATÉRIEL

Le groupe « Région toulonnaise » diffuse le matériel suivant : brochures — étoile noire et rouge : 12 F pièce (port compris) et 8, 50 F à partir de 10 ex. ; deux mains brisant un fusil : 11 F pièce (port compris) et 7 F à partir de 10 ex. — et cassette — « Chansons anarchistes internationales », durée 1 h, prix : 55 F (port compris). Chèque à l'ordre de Bruno Nappi, à adresser au C.E.C.L., Immeuble Lamer, rue Montébello, 83000 Toulon.

• « ALTERNATIVE LIBERTAIRE 49 »



« Alternative libertaire 49 » n°9 vient de paraître. Journal local édité par le groupe F.A. d'Angers, on peut se le procurer contre 2,20 francs en timbre à l'adresse suivante : groupe F.A., 8, rue de Buffon, 49000 Angers. On peut désormais s'abonner à « Alternative libertaire 49 » : 20 F pour quatre numéros. Chèque à l'ordre de A.D.E.I.R.

• « LA FEUILLE »

Un nouveau numéro de « La Feuille », édité par le groupe Paris-XV^e, vient de paraître. On peut se le procurer gratuitement à la librairie du Monde libertaire. Pour envoi, prévoir 2,20 francs en timbre.



• BOURGOIN

La liaison F.A. et le Collectif anarchiste de Bourgoin (Isère) publient depuis 1982 « Contre vents et marées », journal d'humeur anarchiste qui se veut lieu de réflexions et d'échanges. Par le biais de leur journal, la liaison et le collectif poursuivent plusieurs objectifs : vulgariser sur un plan local la pensée anarchiste ; créer localement toujours une mouvance anti-autoritaire ; développer un sens critique sur tout ce qui nous touche. Nous faisons donc appel à tous les libertaires de la région iséroise à venir collaborer au journal et à nous contacter. « Contre vents et marées », La Ladrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.

sommaire

PAGE 1 : Editorial — PAGE 2 : Informations des groupes de la F.A. — PAGE 3, Luttés : Universités : mouvement et perspectives, Manif à Lille, Communiqué — PAGE 4, Social : 1968, 1986 et la C.G.T., En Bref, Amis lecteurs, Communiqué — PAGE 5, Société : L'Acte unique européen, Chèques payants, Communiqué — PAGE 6, Société : La Maison angevine des mouvements alternatifs, Bâle : affreux, sales et méchants, Sandoz-suf-Seine, Salon du jouet au Havre — PAGE 7, Dans le monde : Israël, Liban, R.F.A. — PAGE 8, Dans le monde : Algérie : l'essoufflement d'un développement — PAGE 9, Informations internationales : Grèce, R.F.A. — PAGE 10, Expressions : Forum : homosexualités et révolution — PAGE 11, Expressions : Stig Dagerman, écrivain anarchiste, Programmes de Radio-Libertaire, Note de lecture — PAGE 12, Luttés : Universités (suite), Les murs de la honte, Antimilitarisme : mise au point.

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M^o République)
Tél. : (16.1) 48.05.34.08.

Liste des permanences des groupes f.a.

• LOIRE

Groupe « Nestor-Makhno » de Saint-Etienne : permanence le premier jeudi de chaque mois à partir de 19 h 30, salle 15 bis C.N.T./A.I.T.-L.P., Bourse du Travail, Cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.

• LOIR-ET-CHER

Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-la-Fontaine, appt. 57, Blois (tél. : 16.54.74.26.02).

• LOIRE-ATLANTIQUE

Groupe de Nantes : permanences les premiers et troisièmes lundis de chaque mois, de 18 h à 20 h, au 3, rue de l'Amiral-Duchaffault, Nantes.

• MAINE-ET-LOIRE

Groupe d'Angers : permanences les premiers et troisièmes vendredis de chaque mois, de 18 h à 19 h, au M.A.M.A., 8, rue de Buffon, Angers (à côté du Palais des Congrès).

• MANCHE

Groupe de Cherbourg : permanences tous les lundis de 18 h à 19 h, au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.

• NORD

Groupe de Lille : permanences tous les dimanches, de 10 h 30 à 12 h 30, sur le marché de Wazemmes (rue Racine). Adresse postale du groupe : F.A., B.P. 4, 59651 Villeneuve-d'Ascq cedex).

• PYRÉNÉES-ORIENTALES

Groupe « Puig-Antich » de Perpignan : permanences tous les lundis, mercredis, vendredis et samedis, de 15 h à 19 h, au 2, rue Théodore-Guiter, 66000 Perpignan.

• SEINE-MARITIME

Groupe « Jules-Durand » du Havre : permanence chaque dimanche matin pendant la vente à la criée sur le marché d'Harfleur.

Groupe de Rouen : permanences tous les samedis, de 15 h à 17 h, au 24, rue de Crosnes, à Rouen.

• VAR

Groupe « Région toulonnaise » : permanence le samedi, de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaire, cercle Jean-Rostand, rue Montébello, Toulon.

• VIENNE

Groupe « Berkman » de Poitiers : permanences tous les mercredis et les 1^{er} et 3^e samedis du mois, de 15 h à 19 h, en son local : 6, rue des Flageolles, Poitiers.

débats

• DIJON

Le groupe de Dijon organise une réunion publique contre le délire sécuritaire mercredi 17 décembre, à partir de 20 heures, à son local : 61, rue Jeanne-Geannin, Dijon.

• VAL-D'OISE

Les groupes du Val-d'Oise organisent un premier meeting samedi 13 décembre, à 21 h, à la Maison de quartier « Les Vignes blanches », avenue Anna-de-Noailles, Sarcelles, sur le thème du délire sécuritaire.

Un second meeting se déroulera à Argenteuil, à l'invitation de l'A.P.K., samedi 20 décembre (20 h), au 59, rue d'Ascq, sur le même thème.

• ARGENTEUIL

Le groupe Kropotkine informe qu'il tient une vente du « Monde libertaire » tous les dimanches au marché Héloïse.

• PARIS

Le groupe de Paris XV^e organise mercredi 3 décembre, à 20 h 30, une réunion-débat sur le thème : « Droite et gauche cohabitent, nos libertés en faillite ! » avec Jacky Toublet. Salle du patronage laïque, 72, avenue Félix-Faure, Paris XV^e (M^oBoucicaut).

• CHELLES

Aujourd'hui, une mobilisation ferme est nécessaire pour défendre nos libertés, c'est pourquoi le groupe « Sacco-Vanzetti » organise samedi 6 décembre, à 20 h 30, un meeting sur le thème : « Non au délire sécuritaire, les libertés en faillite ». Cette réunion publique aura lieu au local du groupe, 1 bis, avenue Emilie, 77500 Chelles (près de la gare S.N.C.F.).

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration

145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois, 13 n°	85 F	155 F	120 F
6 mois, 25 n°	155 F	290 F	230 F
1 an, 50 n°	300 F	570 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
N°..... Rue.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre
Règlement à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande et 4 F en timbres poste

UNIVERSITÉS

Mouvement et perspectives

LES événements, pour aussi rapidement qu'ils puissent évoluer, ne peuvent se passer d'analyses et de réflexions s'ils ne veulent pas se condamner à n'être que feux de paille sans lendemain. C'est donc à chaud, le vendredi 28 novembre, que nous avons interviewé quatre étudiants pour qu'ils nous livrent leurs réflexions sur la situation qu'ils vivent.

Cet entretien, qui fut diffusé dès le lendemain sur Radio-Libertaire (émission « Forum »), regroupait Pierre, Philippe et Jean-Christophe venus de Nanterre et Christophe, de Jussieu. Pour commencer, ils ont réaffirmé leurs visions des objectifs poursuivis sur l'université par le projet Devaquet...

Denis et Gérard (Gr. Sabate)

— **Philippe** : Les facs deviennent concurrentes comme les entreprises. Pour synthétiser l'esprit de cette réforme qui s'inscrit dans un projet de société libérale et qui vise à rendre l'université dépendante des lois du marché, on aboutirait non pas à la formation d'individus aptes à répondre à une masse de situations mais à la formation d'individus hyper professionnalisés dans une branche et complètement inaptes si les lois du marché évoluent entre le début et la fin de leurs études.

— « **Monde libertaire** » : Nous n'avons pas encore parlé des lobbies qui sont derrière la mise en place de ce projet et des ultras qui essayent de faire de la surenchère. Pourquoi l'opposition au projet intervient-elle maintenant et de quelle manière ? Il faudrait nous faire un petit historique. Il est bon aussi de rappeler que l'on dit souvent de l'université française qu'elle est malade et qu'en fait le projet Devaquet ne sert qu'à légaliser des méthodes employées depuis un certain nombre d'années. D'une certaine façon, il n'est pas très loin de « l'élitisme républicain » cher à Chevènement. Quelles différences entre ces projets ?

— **Philippe** : Tu as raison de dire que ce projet n'arrive pas seul, isolé, car le gouvernement aurait changé le 16 mars 1986. Il est certain que la réforme Savary avait déjà tenté d'instaurer une concurrence entre les facs dans la création de certaines filières, comme les D.E.U.S.T. ou les Magistères. Ceux-ci visaient à faire coller l'université aux problèmes de l'emploi, du marché, de la rentabilité à court terme. Cette dernière était aussi prévue dans l'apparition d'orientations rapidement spécialisées pour former des gens compétents dans une seule branche. Il y avait donc passage d'une pluridisciplinarité à une spécialisation accrue. Ce projet n'arrive donc pas seul.

Il est certain qu'il y a des applications anticipées du projet de loi

Devaquet. Des universités comme Dauphine pratiquent déjà une sélection en recrutant les bacheliers avec mention. Il y a aussi une surtaxe à l'inscription de 500 F. C'est plus ou moins légalisé sous forme de droits de photocopies, de T.D. (travaux dirigés), etc.

Savoir pourquoi l'opposition arrive seulement maintenant, c'est quelque chose de difficile à cerner. Il est certain que ce projet apparaît

mais les gens restaient. Ils avaient envie de bouger, de manifester leur refus et leur colère. Le projet a servi de détonateur, mais il y a peut-être là un problème de fond plus global.

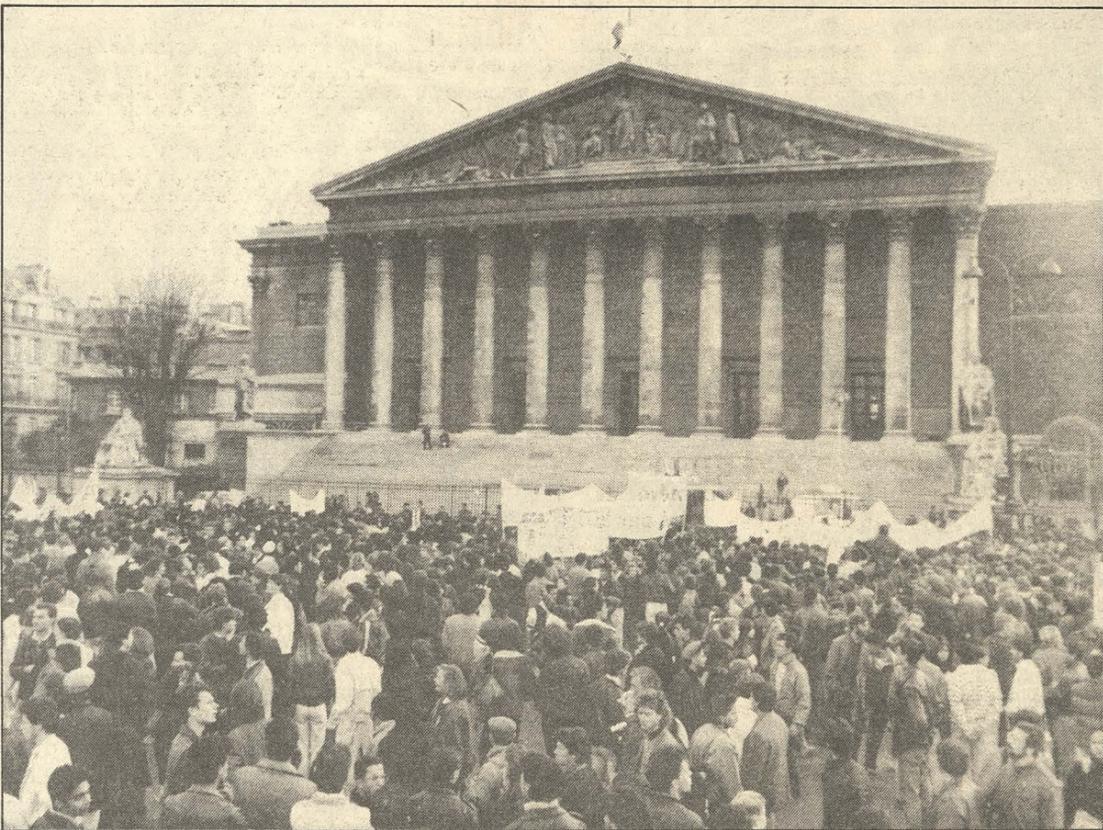
— **Christophe** : On peut dire aussi qu'une certaine mobilisation avait commencé en province dès le mois de juin et que dès la rentrée il y a eu l'appel de Caen, qui a commencé à faire signer des pétitions contre ce projet Devaquet. La grève actuelle a donc démarré à Villetaneuse le 18 novembre, s'est étendue à Saint-Denis, puis à partir du 21 à toutes les facs et lycées. Il y a eu un effet boule de neige.

— **Jean-Christophe** : On assiste à une construction du mouvement de jour en jour et où les étudiants commencent à se poser des questions qui interfèrent un peu dans la réforme. On aborde maintenant le problème de l'autonomie ou celui,

péjoratif du terme, en avançant de manière pragmatique. (...)

— **Philippe** : Il est bon de préciser que les syndicats apportent uniquement un soutien logistique. Ils ont bien compris cette volonté des étudiants d'éviter toute récupération et ont préféré disparaître complètement en rejetant leur étiquette pour pouvoir travailler. Est-ce que, dans ce cas, on peut penser que les syndicats agissent comme des taupes au sein du mouvement pour mieux magouiller... je ne pense pas. Ils pourraient exister en tant que coordination nationale des différentes facultés, mais ils sont tellement dépassés en ce moment par le mouvement de la base qu'on a mis en place une coordination nationale inter-facs qui est loin de regrouper uniquement des syndiqués.

— **Christophe** : Un autre exemple, c'est la transformation des



un peu comme un catalyseur de tout un tas de revendications. Quand la grève a démarré à Nanterre, par exemple, c'était le « bordel » complet sans aucune organisation. La grève a été votée dans la panique la plus totale, on avait aucune idée de la tournure qu'elle allait prendre

sans le nommer, de la hiérarchie d'une manière plus globale.

— **M.L.** : On aborde plusieurs questions... il y a la construction du mouvement qui est en cours, les manières dont il s'est structuré, ce qu'il fait aujourd'hui. D'autre part, il y a le travail des commissions, ce que vous avez comme projet au-delà du refus de la loi Devaquet...

— **Pierre** : En ce qui concerne l'organisation de la grève à Nanterre, on a fait des assemblées de 1 500 à 2 000 personnes, mais on s'est vite rendu compte que le débat était impossible. On a donc fédéré cela en assemblées générales d'U.F.R. (unités de formation et de recherche) qui rassemblaient 400 à 500 personnes. On a ensuite, au sein de ces U.F.R., commencé à débattre de la grève pour arriver à l'élection de délégués au comité de grève. On constate donc une forme de démocratie directe puisque les délégués sont élus sur la base de certains mandats qu'ils doivent respecter. Il n'y a pas de hiérarchie directrice de la grève. Cela pour préciser la structure du mouvement.

— **M.L.** : Quels sont les rapports avec les organisations syndicales étudiantes ?

— **Jean-Christophe** : Il ne faut pas se leurrer. Il y a des tas de forces investies dans le mouvement. Ce qui caractérise la situation à Nanterre, c'est qu'on arrive à fonctionner sous la notion d'aide. Les structures aident de manière technique et l'on arrive à contrôler toute « idéologie » du mouvement au sens

Etats généraux de l'U.N.E.F.-I.D. à la Sorbonne en Etats généraux des étudiants en grève. Il y avait des non-syndiqués et des militants d'autres syndicats délégués par leurs assemblées générales de facultés pour venir discuter, proposer, préparer un projet. L'U.N.E.F.-I.D. a bien du laisser faire. Leur seule apparition, c'est par le biais des

Erratum

Dans l'article « Lutttes étudiantes et politique nationale » paru dans le *Monde libertaire* de la semaine dernière (n°639), il fallait lire que la manifestation à Saint-Denis regroupait 5 à 6 000 personnes et non 5 à 600 comme cela a été écrit par erreur.

La rédaction

communiqués de presse ou les grandes interventions. La presse nous prépare de grands leaders. Mais il faut bien faire la différence entre des communiqués de presse de la Coordination nationale inter-facs ou du Comité inter-facultés contre le projet Devaquet et les déclarations du bureau national de l'U.N.E.F.-I.D. Mais là aussi il ne faut pas oublier le rôle de désinformation que joue la presse.

— **M.L.** : Ne voyez-vous pas un danger dans le fait que, par médias interposés, on assiste à la création de leaders du mouvement et ne craignez-vous pas un dérapage de ce dernier ?

— **Philippe** : Les syndicats étudiants ne s'effacent pas actuellement pour préserver l'unité mais bien parce qu'ils sont débordés par le mouvement. A Nanterre, les militants de l'U.N.E.F.-I.D. ont voté la grève à contrecœur tout simplement parce que la salle criait : « Grève générale ! » à l'appel des étudiants de Villetaneuse présents. En ce qui concerne le débordement, on peut prendre comme exemple la spontanéité des lycéens qui sont descendus plusieurs fois dans la rue alors qu'ils n'étaient pas encadrés.

— **Pierre** : Je voudrais insister sur ce phénomène des leaders. Il est évident que l'on assiste à une volonté de la presse de donner une image du mouvement qui passe par l'émergence de leaders. Sur ce point, il est évident que la base les refuse totalement. On a assisté par exemple, lors de la préparation de la manif du 27, à la coordination nationale, à un mandat qui au nom de sa faculté trouvait scandaleux que le journal *Libération* consacre suite aux Etats généraux une page entière à ceux-ci et une autre à Isabelle Thomas. Il est sûr que des leaders sont dangereux. Dans une perspective d'essoufflement du mouvement où la grève cesserait, on risque d'avoir d'un côté une base démobilisée et de l'autre des leaders qui parlent pour eux-mêmes ou qui négocient au ministère. Je ne pense

(suite p. 12)

Manifestation à Lille

ALILLE comme dans beaucoup de villes, le 27 novembre fut une journée de mobilisation des lycéens et des étudiants. Depuis plusieurs jours, presque tous les lycées ainsi que les trois facs sont en grève générale. En début d'après-midi, plusieurs milliers de personnes se sont réunies place Charles-de-Gaulle. La manifestation s'ébranla dans les rues de la ville.

Nous avons entendu les mêmes slogans que partout en France, dont le fameux : « Devaquet si tu savais, ta réforme, où on se la met... ». Aucune organisation ne semblait vouloir s'extérioriser à tout prix, pas même l'U.N.E.F.-I.D. qui est la plus influente. Au niveau du métro Rihour, la manifestation fut bloquée par un cordon de flics barrant l'accès à la préfecture. Il est clair que la police a, ce jour, reçu partout pour consigne d'éviter tout affrontement avec les manifestants. Pourtant, avant que la manif démarre, il y a eu un débat pour savoir s'il fallait se rendre à la préfecture ou au rectorat, mais face au cordon des « forces de l'ordre » certains proposèrent de « foncer tout droit », d'autres voulurent obliquer docilement vers le boulevard J.-B.-Lebas où au début de 1986 avait eu lieu une manif contre les camps de rétention.

On voit donc, qu'à Lille comme dans beaucoup de centres universitaires, il y a actuellement des velléités de sortir du cadre limité de la réforme Devaquet. La manif étudiante à Lille, succès ou échec ? Le critère du nombre n'est pas assez exigeant pour décider de l'efficacité d'une manifestation. En revanche celui de la popularité est plus déterminant et, sur ce plan, on peut évoquer une réussite effective : la conversation type du boulanger à l'épicière qui lèvent de bon matin leurs rideaux métalliques, à savoir la pluie et le beau temps, était remplacée de façon éphémère par la grève des étudiants.

Informations transmises par Frédéric (étudiant à Lille III)

Communiqué

LA lutte menée aujourd'hui par les étudiants en réaction au projet Devaquet trouve le soutien de la Fédération anarchiste, qui dénonce par là même cette scandaleuse sélection par l'argent et le caractère profondément élitiste de la formation universitaire à venir sous le gouvernement Chirac.

La réforme Chevènement faisait l'apologie de la mise en concurrence sauvage des établissements, de la productivité, de l'élitisme républicain, tentant de faire passer dans la population l'idéologie libérale. Aujourd'hui, avec la réforme Devaquet, c'est le libéralisme dans l'université qui est mis en place.

Le mouvement étudiant et lycéen qui, dans son écrasante majorité s'auto-organise de manière autonome, dépasse le cadre des organisations syndicales étudiantes dont les médias tentent de faire émerger des leaders fabriqués de toutes pièces. Derrière cette tentative, apparaît la volonté de certaines organisations de gauche de se refaire une virginité politique. La Fédération anarchiste dénonce cette manœuvre, soutient et soutiendra toute initiative du mouvement étudiant et lycéen pour s'y opposer.

Considérant que l'école et la formation doivent être au service exclusif des travailleurs et des enfants, la Fédération anarchiste appelle à résister à la mise en place de cette réforme.

La Fédération anarchiste réaffirme sa volonté de construire un système éducatif qui tend à la disparition de toute tutelle étatique, religieuse et bourgeoise, qui ne peut se réaliser qu'avec les parties concernées (enseignants, enseignés, parents) dans une société sans classe ni Etat.

Fédération anarchiste

en bref...en bref...

• Anti-autoritaire, Frédéric Arenou, objecteur insoumis, passera en procès le jeudi 11 décembre pour avoir refusé de cautionner la militarisation et le contrôle social, entre autres sous la forme d'un service civil restant dans la même logique d'embrigadement. On peut envoyer des lettres et télégrammes au Président Malergue, Palais de Justice, 4, boulevard du Palais, 75001 Paris ; demander en solidarité son statut d'objecteur (ou d'objectrice) ou sa coïnculpation ; venir nombreux au procès le 11 décembre, à 14 h, 10^e chambre correctionnelle. Pour tout contact : C.A.I.O., c/o C.L.O., B.P. 103, 75522 Paris cedex 11 ou par le répondeur antimilitariste (tél. : 43.03.62.03).

• Christophe Pottier, objecteur insoumis, vient d'être condamné à 6 mois ferme et au retrait du statut, par le Tribunal de Versailles. Il vient de faire appel. Affaire à suivre.

• La librairie associative L'En Dehors organise le 11 décembre à 20 h 30, salle du Vigeon, à Eysines, un concert avec Henri Tachan. Pour infos : L'En Dehors, 46, rue du Mirail, 33000 Bordeaux (tél. : [16] 56.92.17.78).

• Le n°24 (novembre) de la revue « Article 31 » vient de paraître. Au sommaire : Libéralisme : la fondation Héritage, La nouvelle droite : à propos de la disparition de Raymond Abellio, La W.A.C.L. en Belgique, Le P.O.E. : groupuscule de prophètes... et les rubriques habituelles. Pour contact : « Article 31 », B.P. 423, 75527 Paris cedex 11. En vente à la librairie du Monde libertaire.

• Trois médecins ayant refusé de payer leur cotisation obligatoire à l'Ordre des médecins passent en procès jeudi 4 décembre, à 9 h, au Palais de Justice de Lille. Un soutien massif est nécessaire. Rappelons que l'Ordre des médecins est une institution créée par Pétain et qui est loin de se préoccuper seulement des problèmes de déontologie : prises de position publiques dans les années 60 contre l'avortement et dans les années 70 contre la loi Weil.

• Noël Darrigol, objecteur insoumis, a été condamné vendredi 28 novembre à un an de prison ferme par défaut par le tribunal correctionnel de Poitiers. Noël a fait appel du jugement.

• Philippe Larreucq, objecteur insoumis, passera en procès mardi 9 décembre, à 8 h, au tribunal de Toulouse, place du Salin.

ÉCOUTEZ
RADIO-LIBERTAIRE
89.4 MHZ
PARIS

Amis lecteurs

LA situation chroniquement précaire du *Monde libertaire* — dû en grande partie à notre volonté de ne pas être à genoux devant les puissances d'argent —, ne doit pas faire oublier que l'organe de la Fédération anarchiste est en fait ce que les militants et les lecteurs en font.

S'il est en effet nécessaire, pour que le M.L. soit mieux lu, qu'il soit vendu dans tous les grands kiosques, sur les points de vente militants et que le nombre d'abonnés s'accroisse, il est également fondamental qu'il soit attrayant et varié. C'est pourquoi nos colonnes sont ouvertes à tous ceux et à toutes celles, adhérents ou non à la F.A., qui ont quelque chose à dire. Il est bien évident que, sans se conformer à une quelconque ligne, le contenu de votre/notre journal doit demeurer libertaire.

C'est par sa diversité, par sa qualité que le *Monde libertaire* doit continuer à être ce qu'il n'a jamais cessé d'être : un outil militant. S'il doit refléter le point de vue de la F.A., il doit aussi être informatif, non exclusif, non sectaire. Il est nécessaire, comme l'ont à diverses reprises rappelés les administrateurs, de souscrire massivement et en permanence, et il l'est tout autant d'écrire, de témoigner, de hurler sa rage et sortir ses griffes...

Ce journal n'est pas réalisé par des salariés (hormis un permanent technique), mais par des militants bénévoles. Les articles signés sont sous la seule responsabilité de leurs auteurs. Nous vous engageons donc à nous adresser vos informations, analyses, colères...

Le comité de rédaction

1968-1986

Et la C.G.T. dans tout ça ?

LE quotidien *Libération* titrait « 68, c'est trop vieux, 86 c'est mieux » : c'était selon ce journal le slogan du mouvement lycéen. La comparaison est bien sûr celle qui vient la première à l'esprit. Déjà, sous la gauche de l'après-81, les mouvements d'extrême droite avaient voulu faire une sorte de « Mai-68 à l'envers », mais on ne refait pas l'histoire, ni on ne recrée de toutes pièces des situations ! En avril 1968 qui, parmi les plumitifs de l'époque, avait pu prévoir le déferlement social, ce que les économistes actuels appellent pudiquement les « événements de la fin des années 60 » ? La révolte étudiante avait servi de détonateur à un mouvement ouvrier qui s'endormait dans la

semaine suivante pour atteindre neuf à dix millions de grévistes... (1).

Mai-68, en fait, niait les conceptions du XIX^e siècle, ceux qui objectivement étaient privilégiés (les étudiants) réveillaient ceux qui devaient être les principaux acteurs de la révolution sociale (les ouvriers).

La C.G.T. en 68

Il n'est donc pas dans mon propos d'analyser dans cet article les mérites ou les profits de telle ou telle organisation syndicale ou politique, mais de m'en tenir à examiner brièvement l'attitude de la C.G.T. en 1968 et à considérer ce qu'elle fait aujourd'hui.

constances aiguës de la lutte des classes, certains éléments douteux, renégats pour la plupart, nous ont accusé dans des termes insultants d'avoir laissé passer l'heure de la prise du pouvoir par la classe ouvrière. »

Aujourd'hui ?

Depuis 1968, les effectifs syndicaux toutes boutiques confondues sont en perte vertigineuse. Dans la dernière année, la C.G.T. se présente dans les médias comme le seul défenseur de la classe ouvrière, tous les autres n'étant que des fossoyeurs des acquis de la classe ouvrière. Mais rien n'a-t-il donc été tenté ?

être d'accord !), et, coup de chapeau tardif au féminisme et à Mai-68, « le phénomène social le plus considérable de ces trente dernières années (est) la prise de conscience et l'engagement des femmes dans la vie sociale, syndicale et politique, sur la base d'une sorte de révolte contre l'injustice et l'inégalité qui donne lieu à un formidable élan d'émancipation ».

Séguy a connu le destin syndical de tous ceux qui osent dans la direction syndicale cégétiste, remettre en cause l'analyse du P.C. L'effritement syndical a continué, sans parler de l'effondrement du P.C. Krasucki a dit et écrit que la C.G.T. doit être telle qu'elle se définit, mais parler ne suffit pas quand l'édifice repeint est fissuré par la base.

En fait la C.G.T. n'a pas changé dans sa manière de penser, conjugué à un autre temps le vieil adage léniniste « on peut lâcher sur tout, sauf sur le pouvoir ». Si son discours reste de lutte de classes et si elle assure sur le terrain, la mobilisation est-elle la même ?

Jeudi 27, à Paris, alors que deux cents mille étudiants manifestaient, la C.G.T. réunissait juste quelques milliers de manifestants (15 000, selon l'Huma) pour la défense de la Sécurité sociale. Nombre de militants (du Livre pour la plupart, tous les syndicats parisiens étant en grève) se demandaient s'ils ne seraient pas mieux de l'autre côté de la Seine avec les étudiants et les lycéens. En 1968, le mouvement étudiant voulait l'unité avec le mouvement syndical, qu'en reste-t-il aujourd'hui ?

Jean-Pierre GERMAIN

(1) Cf. André Barjonet, « La C.G.T. », éditions du Seuil.

(2) Georges Séguy a été célèbre pour sa déclaration en plein milieu des événements : « Cohn-Bendit, qui c'est ? ».

(3) Marcellin fut, en tant que ministre de l'Intérieur, un digne prédécesseur de Pasqua.



quiétude du consensus. Le 13 mai 1968 avait lieu grève générale et manifestations massives à l'appel de la C.G.T., de la C.F.D.T., de l'U.N.E.F., de la F.E.N. et de F.O. ; cela en solidarité avec le mouvement étudiant contre les brutalités policières.

Ce qui n'était en fait, pour la plupart des dirigeants syndicaux, qu'un geste de solidarité pour « être dans le coup » devint le départ d'un vaste mouvement social. Dès le lendemain, à Nantes, des ouvriers de Sud-Aviation séquestraient leur directeur, occupaient leur usine et écrivaient sur les murs : « Hier esclaves, aujourd'hui libres » !

A la date du 18 mai 1968, le nombre des grévistes avait atteint cinq à six millions, contre trois à quatre au moment du Front populaire ; ce chiffre a été dépassé la

Peu avant mai 68, la C.G.T. annonçait deux millions d'adhérents. C'était un bastion solide qui n'admettait pas le partage sur le plan syndical. La C.F.D.T. n'avait pas pris l'ampleur éphémère qu'elle a connue dans les années 70 et F.O. semblait surtout avoir des forces chez les fonctionnaires. Les premiers signes de la révolte estudiantine furent accueillis froidement et, quand le mouvement de grève démarrera, aucune mention ne sera faite du mouvement étudiant avec lequel la C.G.T. ne devait avoir aucun contact...

Bien significatif est le communiqué du bureau confédéral du 18 mai 1968. « La grève se généralise. L'occupation des usines, de tous les lieux de travail, par les grévistes s'organise. Les travailleurs se prononcent démocratiquement sur les revendications et sur la grève, ils élisent leurs comités de grèves. (...) » Un texte froid, sans enthousiasme, comme si la direction confédérale de la rue Lafayette avait tout prévu, que tout se déroulait selon un plan.

Le lundi 20 mai, Georges Séguy devant les travailleurs de la Régie Renault réaffirme avec force les buts strictement revendicatifs de la grève et dénonce les dangers graves qui résulteraient pour les travailleurs de « toute tentative insurrectionnelle » (2).

Suivront les accords de Grenelle, avec la reprise du travail. Pour la C.G.T., la révolution n'était pas possible. Pour les dirigeants de la C.G.T., l'ennemi principal reste ce qu'ils appellent plus tard les « gauchistes Marcellin » (3), en fait tout ce qui n'acceptait pas l'analyse et la direction du P.C.F. n'avait pour eux pas de droit d'expression dans le mouvement social.

Finissons ce rappel en rapportant les propos de Georges Séguy devant le Comité confédéral national du 13 juin 1968. « Dans les cir-

Au 40^e congrès de la C.G.T. en 1978, Séguy dix ans après Mai-68 tentait un peu tard une sorte d'ouverture dans les rangs de la confédération. L'autogestion était une idée généreuse, l'orientation syndicale n'est plus l'affaire d'une élite (il faut discuter, voire ne pas



Les accords de Grenelle.

Communiqué

BERNARD JAUDON, objecteur insoumis, a été condamné à un an ferme de prison, au retrait du statut et à la privation des droits civiques, qui constitue de fait une interdiction professionnelle.

La Fédération anarchiste proteste violemment contre cette condamnation et exige la libération immédiate de Bernard Jaudon détenu malgré l'appel du second jugement. C'est la première fois qu'un objecteur insoumis reste incarcéré après avoir fait appel. La F.A. demande également la levée de son interdiction professionnelle.

La Fédération anarchiste dénonce également la répression qui s'abat sur les réfractaires à l'armée et réaffirme ses positions antimilitaristes et son soutien à tous les antimilitaristes emprisonnés.

Fédération anarchiste

Bernard Jaudon a été transféré à la maison d'arrêt de Dijon, 72, rue d'Auxonne, 21033 Dijon. Vous pouvez lui écrire pour marquer votre soutien et votre solidarité (N.d.R.).

L'« ACTE UNIQUE » VOTÉ A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Si l'Europe s'éveille un jour...

Le Traité de Rome, signé en mars 1957, est né d'un constat consterné : la Seconde Guerre mondiale avait tellement ravagé l'Europe que les représentants des Etats européens ont décidé de s'associer pour accélérer la relève et la reconstruction. Le projet, fondamentalement démagogue, prévoyait la disparition progressive des frontières, la libre circulation des biens et des personnes à l'intérieur de la communauté européenne, l'instauration d'une monnaie commune... Il fut aussi question de collaboration agricole et politique, de véritables échanges culturels, etc.

La jeunesse des années 50 et 60 a cru à ce mirage, qui pouvait mettre un terme à un millénaire de chauvinisme et de conflits plus ou moins sanglants. Or, plus les Etats européens se sont reconstitués, plus les intentions communautaires ont périéclipsé. Les bases fragiles de la « démocratie européenne » n'ont pas résisté au nationalisme et à la soif de pouvoir. Le mode de décision à l'unanimité s'est révélé complètement paralysant. Le système de la rotation de la présidence, tous les six mois, a découragé les politiciens en mal de notoriété. L'exercice de charge au sein des gouvernements nationaux s'étant révélé politiquement bien plus payant, bien peu de responsables se sont attachés à la tâche difficile, minutieuse et ingrate de construire l'Europe.

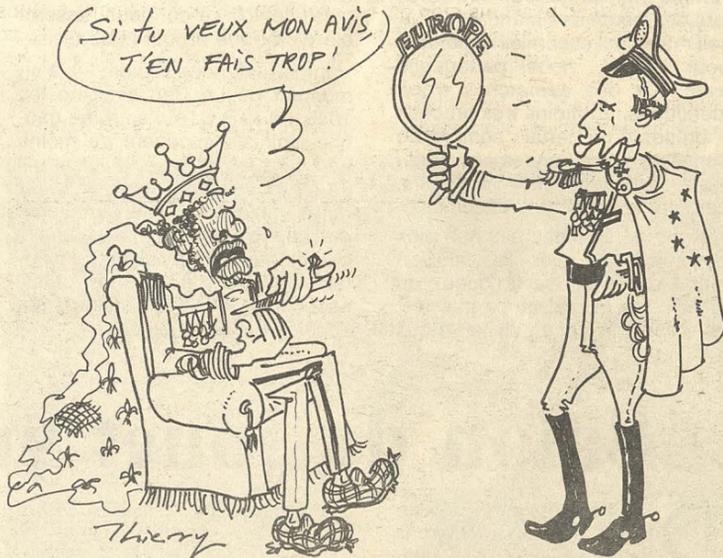
30 ans de sur-place

Comme nos gouvernements piétinent, lorsqu'il n'y a pas de carotte à la clé ! Trente ans après la signature du Traité de Rome, l'écu est une monnaie fantôme. Les frontières sont toujours aussi présentes, aussi pesantes. Le dernier exemple en date est la balivernes de l'autocollant « Europe », sensé faciliter le passage à la douane pour les frontaliers franco-allemands. Les douaniers y ont vu une atteinte à leur haute autorité et ont donné l'impression de s'acharner plus particulièrement sur les porteurs de cet autocollant. L'équivalence des diplômes universitaires est restée un mythe. La coopération militaire entre les Etats aussi, et nous ne nous en plaindrons pas. Plus gênant : l'installation d'un citoyen dans un pays membre de la communauté nécessite toujours autant de paperasses, engendre toujours autant de difficultés et de soupçons.

Reconnaissons toutefois à la Communauté européenne quelques réalisations : celles qui répondaient aux objectifs mercantiles et de renforcement étatique. Au terme d'interminables tracta-

tions et magouilles diverses, les pays européens sont parvenus à concrétiser quelques projets technologiques (dont cette « chère » fusée Ariane). Ils sont même parvenus à établir une politique agricole, commune — à défaut d'être cohérente. En fait, les résultats sont bien maigres, surtout en regard des projets initiaux. Romain Gary, diplomate dans les années 50, a décrit dans son roman *Europa* l'immense désespoir d'un personnage amoureux

de l'Europe de Vienne à Venise, de Paris à Berlin, et qui devient littéralement fou en voyant son cher vieux continent se transformer en un pragmatique marché commun. De fait, les échanges culturels de la communauté ne vont pas très loin, eux non plus.



Et voici que les instances européennes se réveillent brusquement. Qu'elles proposent de créer, d'ici 1992, un véritable « acte unique », élargissant les prérogatives de l'Europe à la technologie et à l'environnement. Il s'agit aussi de réactualiser le projet de suppression progressive des frontières, de concrétiser l'écu, d'harmoniser les législations... Un vaste programme dont on se demande bien pourquoi il a sommeillé durant presque trente ans. Et pourquoi les différents gouvernements acceptent aujourd'hui de le dépoussiérer.

« Souveraineté » chatouilleuse

Aucun des motifs avancés pour justifier la tarification des opérations bancaires des particuliers (1) n'a tenu la route. Le désir du profit maximum dans un contexte de dérè-

glementation générale a été mis à jour. « Les petits tireurs coûtent chers », disent les banquiers. Pourtant, comme l'ont fait remarquer unanimement les organismes de consommateurs, les banques sont à l'origine de la très forte bancarisation des particuliers et du développement de l'usage du chèque (accepté pour des sommes infimes). De plus, les banques se rémunèrent par le placement des dépôts à vue... Sans parler même de spéculation.

Quant aux grands arguments économiques (la crise, etc.), force est de constater que la crise ne touche pas tout le monde ! En effet, les résultats affichés par les banques pour le premier semestre 1986 sont plus que

réjouissant, fabuleux même et en nette augmentation par rapport à ceux enregistrés l'année dernière sur la même période. Aux propositions d'amélioration de l'utilisation des moyens de paiement, les banquiers ont fait la sourde oreille. L'usage excessif des chèques ne les dérange pas dans le fond... pourvu que cela rapporte !

L'Europe... de qui ?

Les industriels ne se conformant pas à la directive Seveso (concernant le stockage de produits dangereux) ne risquent actuellement aucune sanction.

Enfin, il vaut mieux ne compter que sur nous-mêmes pour mettre en place de véritables échanges culturels. Mais la réelle liberté de voyager, voire de vivre indifféremment dans l'un ou l'autre pays européen, constituerait déjà un immense bol d'air.

Concrètement, l'adoption et surtout la mise en œuvre de l'acte unique présente certains avantages : celui de mettre fin au gag stupide de la frontière qui peut être un trottoir, une forêt, un étang au-delà desquels les lois sont différentes. Encore s'agit-il de veiller à ce que ces législations communes ne soient pas plus répressives encore que celles des différents Etats. Quant à la compétitivité, elle ne présente d'intérêt que si les progrès accomplis profitent à tous. Enfin, l'Europe conçue non pas comme une puissance capitaliste renforcée, mais comme une communauté de 320 millions d'individus où les idées seraient libres de s'échanger et de se partager ; cette Europe-là constituerait — constituera ? — un véritable progrès.

PASCALE

BANQUIERS-CONSOMMATEURS
L'épreuve de force

Attention : seul le crayon à papier neutralise le code informatique. On peut également plier le bas du chèque sur la ligne codée pour le rendre impropre au passage en machine (ni vu ni connu vis-à-vis des commerçants qui refuseraient un chèque rayé).

Attention : seul le crayon à papier neutralise le code informatique. On peut également plier le bas du chèque sur la ligne codée pour le rendre impropre au passage en machine (ni vu ni connu vis-à-vis des commerçants qui refuseraient un chèque rayé).

Attention : seul le crayon à papier neutralise le code informatique. On peut également plier le bas du chèque sur la ligne codée pour le rendre impropre au passage en machine (ni vu ni connu vis-à-vis des commerçants qui refuseraient un chèque rayé).

L.Y.

(1) Les entreprises seront exemptées, merci pour elles !

Communiqué

La Fédération anarchiste dénonce l'adoption en Conseil des ministres du Code de la nationalité qui avait obtenu un avis défavorable du Conseil constitutionnel et qui constitue une grave régression à forte odeur de racisme et de préjugé de classe. Cette loi rejoint celle du 9 septembre 1986 portant sur le droit d'entrée et de séjour des immigrés et s'inscrit par conséquent dans le cadre légal mis en place par le gouvernement Chirac à des fins sécuritaires.

La Fédération anarchiste considère que cette loi est significative de la volonté gouvernementale d'intégration sélective et discriminatoire des populations immigrées. Elle réaffirme son soutien aux revendications à la citoyenneté exprimées par ces dernières, citoyenneté basée sur le principe de l'égalité de tous les droits, sans perdre de vue qu'ils ne suffisent pas à leur émancipation.

La Fédération anarchiste réaffirme le droit fondamental à la libre circulation des hommes et des idées impliquant le droit de vivre dans le pays de son choix et développe son combat, non seulement contre le Code de la nationalité mais également contre toutes les lois qui visent à criminaliser une quelconque catégorie de la population.

Fédération anarchiste

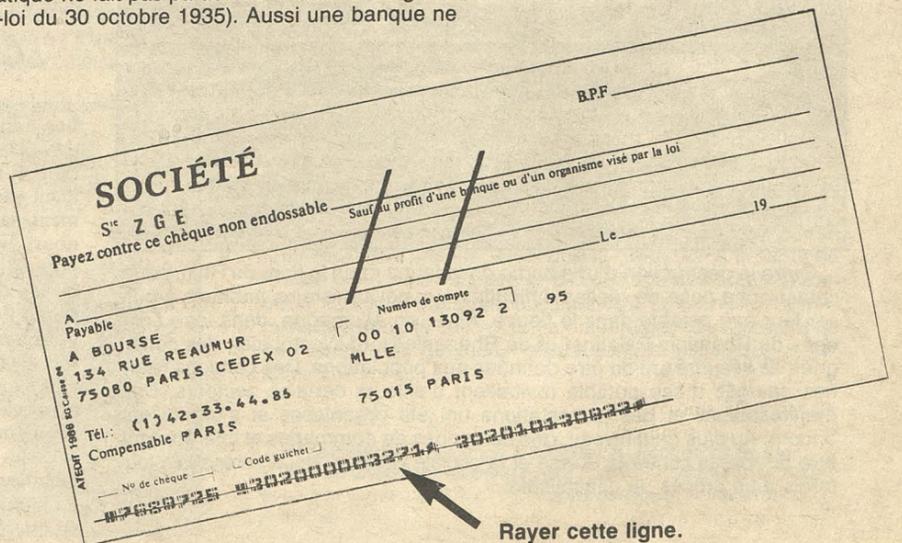
Lutte : mode d'emploi

Pour manifester à son banquier son refus de la tarification, une des actions préconisées est de perturber le traitement des chèques, en rayant d'un simple trait de crayon à papier la ligne de code informatique qui figure en bas des chèques (bande CMC 7), ce qui rend impossible la lecture optique, empêchant par là même la gestion informatique.

La ligne de code informatique ne fait pas partie des mentions obligatoires (prévues par le décret-loi du 30 octobre 1935). Aussi une banque ne peut en aucun cas en refuser un dont le code CMC 7 a été barré. Les refus seraient sans fondements légaux. Pour les banquiers, la seule possibilité est de les accepter et de les traiter manuellement.

Attention : seul le crayon à papier neutralise le code informatique. On peut également plier le bas du chèque sur la ligne codée pour le rendre impropre au passage en machine (ni vu ni connu vis-à-vis des commerçants qui refuseraient un chèque rayé).

L.Y.



La Maison angevine des mouvements alternatifs (M.A.M.A.)

Il y a un an s'ouvrait à Angers la Maison angevine des mouvements alternatifs (M.A.M.A.). Pour en savoir plus, nous avons interrogé Patrick, militant au groupe F.A. local, qui définit le contenu et l'activité de cette « M.A.M.A. ».

— **Le « Monde libertaire »** : Qui rencontre-t-on à la M.A.M.A. ?

— **Patrick** : La M.A.M.A. est une association type loi de 1901. Elle a un statut juridique en tant que tel. Mais elle est en fait un regroupement de plusieurs organisations : la Fédération anarchiste, le P.S.U., le M.A.N., le Mouvement pour la promotion des technologies d'équilibre, l'Association départementale des élus autogestionnaires.

Au point de vue matériel, il s'agit d'un étage entier en plein centre ville, connu et ouvert au public, avec plusieurs pièces. Nous comptons très prochainement nous agrandir.

— **M.L.** : Pourquoi ce regroupement ? Et comment cela s'est-il passé ?

— **P.** : La situation sur Angers est assez particulière. Nombre d'organisations, dont les nôtres, ont laissé tomber le sectarisme pour s'atteler concrètement, ensemble, à un certain nombre de choses, sur des points précis ou même assez larges. Fondamentalement, la démarche de la M.A.M.A., c'est cette volonté d'échanges, de débats, de discussions, de rencontres, d'ouverture, entre nous, entre des gens qui, s'ils gardent leur spécificité idéologique et organisationnelle, ont décidé d'investir en commun le maximum de terrains de lutte.

C'est aussi une question matérielle : mise en commun des

ronéos, des machines, du matériel militant, et partage du loyer.

Pour revenir au premier point, nous nous sommes retrouvés, ces organisations et d'autres, dans de nombreux collectifs de lutte (affichage libre, Roger Noël, accords Armée-Education, soutien aux objos, etc.), et également autour de lieux alternatifs existants (librairie La Tête en bas, puis Radio-Gribouille). Ce n'était plus suffisant, il fallait réellement concrétiser cette volonté d'agir ensemble, ce refus naturel du sectarisme... la M.A.M.A. est venue de cette volonté.

— **M.L.** : Pourtant, les divergences sont importantes ?

— **P.** : Bien sûr, et c'est bien pour cela que chacun garde sa « casquette ». Mais nous avons fait un constat de faiblesse chronique et qui va même en s'accen-

tuant pour tout ce qui gravite autour de l'écologie, de l'autogestion, de l'antimilitarisme... et pas seulement sur Angers, mais partout.

Il nous apparaît urgent de regrouper, sans s'illusionner pour autant bien évidemment, les groupes, surtout sur une petite ville de province, qui continuent à se battre dans ces directions. Nous, militants de la F.A., nous ne sommes pas pour la participation électorale comme nos camarades du P.S.U. (qui ont même des mandats : conseil municipal et conseil régional) ; pour autant, nous partageons avec eux des démarches sinon identiques, au moins très proches à propos d'un certain nombre de concepts : l'environnement, l'écologie, les problèmes éducatifs, certains aspects de l'autogestion.

Nous ne sommes pas non plus non violents, mais la réflexion menée par les copains locaux du M.A.N. sur la résistance passive, la désobéissance civile, nous

interpellent et nous intéressent. Et puis, nous bossons ensemble dans tant d'associations, collectifs, syndicats...

Donc, ce qu'il faut bien percevoir, c'est qu'il s'agit en fait du résultat d'un certain cheminement de la part des militants de notre ville, d'une volonté de resserrer nos forces et... les portemonnaies, et surtout de construire un lieu où on échange nos réflexions, nos théories, mais aussi nos expériences ; où l'on tente de voir ce qui nous rassemble plutôt que ce qui nous divise.

Important, nous semble-t-il, à un moment où Le Pen avoisine les 10%, où le P.C. et l'extrême gauche léniniste occupent de moins en moins les urnes et le terrain. Il ne s'agit pas pour nous de créer notre « mini-parti Vert » angevin, mais de joindre nos efforts, intelligemment, avec un esprit d'ouverture, autour de thèmes aussi essentiels que le militarisme, l'écologie, l'autogestion...

— **M.L.** : Des animations collectives sont prévues ?

— **P.** : Oui, et il y en a déjà eu plusieurs, indépendamment du boulot régulier de chaque groupe : interventions collectives et publiques de la M.A.M.A. et de ses organisations à propos de Tchernobyl, lors de plusieurs procès d'objos sur la ville, lors du forum des associations locales, etc.

Et aujourd'hui on compte mettre en place, d'ici trois mois, un grand forum des entreprises alternatives : S.C.O.P., radio libre, production d'énergies renouvelables, coopératives de bouffe bio, restaurants végétariens, bref tout ce que le département compte d'associations et de micro-réalisations alternatives. Pour finir, j'aimerais poser personnellement une question : à quand d'autres M.A.M.A., un peu partout ? Qu'en penses-tu camarade ?

Propos recueillis
par le groupe « Ellysée-Reclus »
(Angers)



Salon du jouet au Havre

DU 30 octobre au 16 novembre, s'est tenu au Havre le Salon du jouet, de l'environnement de l'enfant et de la montagne. Ce salon est organisé par le Musée historique de la Seconde Guerre mondiale du Havre, avec le concours — entre autres — du ministère de la Défense, de la 23^e division militaire, de la Fédération André-Maginot, de la Marine nationale, de la Police nationale, du district de Transit interarmée Manche, de l'armée de l'Air, de l'A.M.A.C., de Rhin et Danube, des Scouts de France... On retrouve la plupart de ces organismes parmi les exposants, sans oublier bien sûr la Gendarmerie nationale.

Sur quarante-cinq stands proposés, huit seulement ont un rapport direct avec les jouets. Pour les autres, cela va du loto à E.D.F.-G.D.F., en passant par Peugeot et la S.N.C.F. On trouve bien sûr tous les renseignements sur la carrière d'officier de l'armée de Terre, sur le 3^e corps d'armée, sur le service national dans la gendarmerie, sur la police moderne, etc.

Parmi les « jouets » proposés à l'admiration des gamins figurent deux voitures électriques — l'une marquée « Police », l'autre kakie —, des maquettes très réalistes de paysages ravagés par des bombardements et un Mirage coupé en deux, muni d'un jeu vidéo simulateur de combat.

Les bénéfices de ce salon sont censés financer la recherche contre le cancer, mais surtout l'entretien d'un monument de la Seconde Guerre mondiale à Bruneval sur la côte du pays de Caux.

Contre-information désarmée

Les militants du groupe du Havre de l'Union pacifiste de France (U.P.F.) ne pouvaient bien évidemment pas laisser passer un tel événement sans réagir. C'est pourquoi nous avons décidé d'informer la population havraise par une distribution de tracts sur les jouets guerriers à l'entrée du salon. Il s'agissait pour nous de dénoncer d'une part le raccollage du public par un sujet alléchant, afin de lui proposer de la propagande militariste et de financer un monument qui n'a rien à voir avec les jouets, et d'autre part de dénoncer le budget ridiculement bas de la recherche contre le cancer qui en est réduite à faire la quête alors

que le budget de l'armée est encore cette année en augmentation.

À la première distribution, les organisateurs se sont montrés assez nerveux, d'autant que l'accueil était très bon de la part des visiteurs. Certains ont décidé de ne pas rentrer, d'autres en sortant nous ont fait part de leur écoeurlement. Mais, lors de la seconde distribution, le conservateur du musée organisateur, ne pouvant supporter une telle

contre-information, appela à l'aide. C'est ainsi qu'au bout d'un quart d'heure, nous nous sommes faits embarquer à douze par les flics, pour vérification d'identités.

Interpellés pour une simple distribution de tracts ! Interpellations, interdictions de manifestations, décidément le pouvoir prend de plus en plus l'habitude de s'asseoir sur la liberté d'expression.

FRED
(U.P.F.-Le Havre)



Sandoz-sur-Seine

DI MANCHE 16 novembre, en fin d'après-midi, ce n'était pas Sandoz qui sévissait mais l'usine Atochem proche du Havre. À la suite de l'incendie d'une unité, les pompiers ont dû intervenir. En éteignant le feu, ils ont entraîné avec l'eau des lances à incendie qui partait au canal 15 tonnes d'acide sulfurique concentré à 75%. Mais rassurons-nous, d'après les déclarations des responsables (sic) « ces rejets ne peuvent constituer une atteinte significative à la flore et à la faune. »

Quand arrêteront-ils de vouloir nous faire prendre leurs attentats contre l'environnement, et par là même contre notre santé, pour de simples erreurs qu'il faudrait pardonner ? Et ici, comme en Suisse, nous ne sommes peut-être pas au bout de nos surprises car il se pourrait que d'autres produits aient pu s'échapper, notamment des sels de cobalt provenant des catalyseurs chimiques.

Il faudrait demander aux « responsables », devant témoin, de boire un verre de l'un de ces produits ; histoire de nous rassurer définitivement sur leur inocuité.

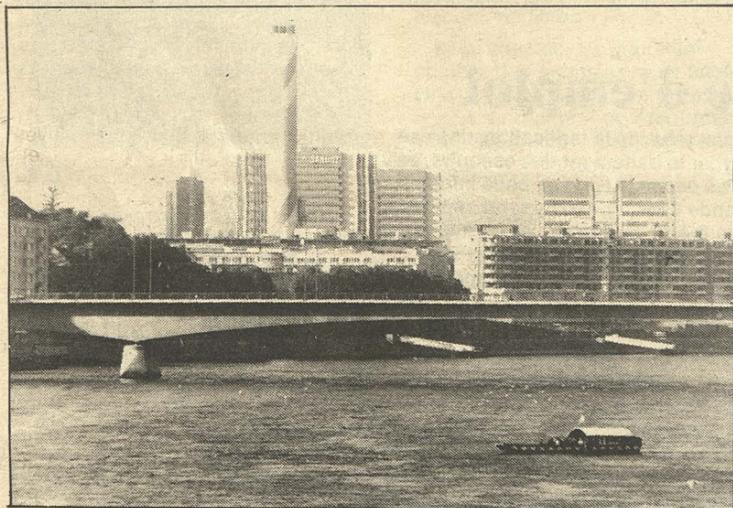
Philippe et Thierry
(Gr. Jules-Durand)

BÂLE

Affreux, sales et méchants

Si l'ensemble de la presse a surtitré nombre de ses articles « Tchernobâle », c'est bien que l'incendie d'entrepôts de la firme pharmaceutique Sandoz à Bâle a provoqué une véritable catastrophe écologique, chimique celle-là. En effet, 10 à 13 tonnes au moins de produits tels qu'insecticides et fongicides à base de mercure ont été déversées dans le Rhin.

Mais à cela s'est ajouté l'opportunisme très libéral d'autres sociétés fabriquant des produits chimiques, profitant de l'accident pour purger leurs cuves dans le fleuve. Ainsi une usine néerlandaise, Akzo-Chimie, a relâché par « inadvertance » 50 m³ d'eau résiduelle contenant des produits dangereux ; suivie par beaucoup d'autres, tel Ciba-Geigy qui aurait « vidangé » de l'atrazin (insecticide) avec l'autorisation des autorités suisses, qui la lui accorde régulièrement, d'après Greenpeace.



Outre la destruction d'une partie de la faune et de la flore du Rhin, cette catastrophe pose de réelles difficultés aux pays riverains habitués à puiser leur eau potable dans le fleuve. Ainsi, en Allemagne, dans les « Länder » de Rhénanie-Palatinat et de Rhénanie-Nord-Westphalie, des consignes de sécurité ont dû être données aux populations. Des camions citernes chargés d'eau potable ravitaillent d'ailleurs certains secteurs. Des manifestations et des protestations ont été organisées et s'organisent encore. Au plus haut niveau, des demandes de dommages et intérêts vont être déposées contre la Suisse et la société Sandoz. Nous serons loin toutefois d'un procès du capitalisme...

L.L.

ISRAËL

On n'oubliera pas Jérusalem

DURANT trois jours, de dimanche au jeudi 20 novembre, la « ville sainte » de Jérusalem a résonné des cris « *Mort aux Arabes !* » et autres slogans subtils, dans la plus pure tradition des pogroms. Les émeutes n'ont fait que quelques blessés légers, mais ce type d'événements inquiète dans une ville qui, durant dix-neuf années a connu un calme relatif et surtout très fragile.

A l'origine des émeutes, le meurtre par trois Palestiniens venus de Cisjordanie d'un étudiant talmudiste du séminaire Chouvo Bonim, Elisha Amedi. Sitôt la période rituelle de deuil achevée, les militants du mouvement raciste Kash (dirigé par le rabbin Kahane) sont venus à Jérusalem attiser les envies de vengeance. Les militants fascistes se sont-ils souvenus que les anti-sémites européens usaient exactement de la même méthode, rendant toute une communauté responsable d'un acte isolé ?

Or, les appels à la vengeance, voire au meurtre, ne peuvent pas être mieux accueillis que dans l'atmosphère infiniment tendue de la vieille ville de Jérusalem. Dans ce labyrinthe de ruelles où les quartiers juifs, arabes, arméniens et chrétiens sont rigoureusement délimités, la moindre provocation est dangereuse. Or, le simple fait d'implanter un séminaire ultra-orthodoxe juif en plein cœur de la vieille ville arabe est une incontestable provocation, d'autant que ces ultra-religieux de Jérusalem ont une conception particulièrement « militante » de leur foi. Ce sont eux qui s'étaient illustrés en lapidant des passants coupables de se déplacer le samedi (jour de repos, selon le *Talmud*). Ce sont encore eux qui ont fait exploser bon nombre d'abris de compagnies de bus dont les véhicules circulaient eux aussi le samedi... et attaquer des jeunes femmes découvrant leurs épaules. Or le séminaire de Chou-

vou Bonim a la réputation d'être particulièrement virulent.

Pogrom anti-arabe

Les trois meurtriers se sont donc attaqués à un symbole. Ce crime ne pouvait que déclencher une riposte brutale des intégristes juifs. La réplique a été cruelle, démesurée, fanatique, à l'image de ses instigateurs. Durant trois jours, le quartier arabe a été quadrillé par les gros bras du rabbin Kahane, cognant dans les vitrines — soigneusement fermées — des commerçants arabes. Vociférant qu'ils allaient « *nettoyer la ville* », traitant la municipalité — travailliste — de Jérusalem de « *bande d'invertébrés* », incendiant les véhicules de ressortissants

arabes... bref, un bel exemple de fascisme appliqué.

Face à cette situation inconnue jusqu'alors, les autorités de Jérusalem ont fait appel non seulement à la brigade anti-émeutes, mais aussi à l'armée — traditionnellement discrète dans ce secteur névralgique. Des mesures de circonstance ? Pas vraiment. Compte tenu des moyens mis en œuvre, les violences dans la vieille ville semblent avoir duré bien longtemps. D'autre part, toute la presse a pu publier largement des photos des émeutes. S'agit-il vraiment d'une dénonciation ou plutôt d'un avertissement implicite aux Arabes d'Israël ?

Quoi qu'il en soit, le rabbin Kahane peut se réjouir d'un beau

succès. Certes, six militants de Kash ont été incarcérés, mais ses hordes de fous furieux sont parvenus à terroriser les Arabes de la vieille ville durant trois jours (certaines familles se sont même enfuies). Or, on a la mémoire longue dans la ville millénaire. L'équilibre infiniment fragile que les quatre communautés de Jérusalem avaient réussi à établir vient d'être sérieusement ébranlé, sans doute pour longtemps. Les

représailles arabes suivront sans doute bientôt, et la droite israélienne trouvera là un argument pour répéter que Juifs et Arabes ne peuvent pas, et ne pourront jamais cohabiter. De fait, l'incendie que les fanatiques palestiniens et israéliens viennent d'allumer dans la vieille ville risque de ne pas s'éteindre avant longtemps.

PASCALE



Attentat au Mur des Lamentations.

LIBAN

Pacifisme à la française

ON a appris la semaine passée que la France rapatriait ses « casques bleus ». Il s'agit donc du retrait, partiel pour l'instant, des Français au sein de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (F.I.N.U.L.) chargée d'éviter de nouveaux affrontements dans le Sud du Liban. Créée en 1978, la F.I.N.U.L. est constituée de contingents de différents pays des cinq continents, ce qui est censé garantir sa neutralité. De par son statut, la F.I.N.U.L. ne dispose que d'armes légères et l'on peut dire qu'il s'agit là d'une volonté politique.

Il faut se souvenir qu'il y a huit ans Israël envahissait le Sud du Liban, qu'en 1982 il allait imposer sa terreur jusqu'à Beyrouth et qu'alors la F.I.N.U.L. n'a pas empêché l'aviation israélienne d'effectuer des raids ni d'envahir la région. La F.I.N.U.L. a donc comme rôle politique de garantir l'ordre établi : c'est-à-dire le droit du plus fort.

Pourquoi, dans un tel contexte, près de 900 casques bleus français sur 1 400 sont-ils rapatriés ? Peu après les attentats contre des soldats français de la F.I.N.U.L., Chirac avait déploré devant l'O.N.U. le manque de moyens appropriés pour assurer sa mission, sous-entendant alors que si rien ne changeait à cet égard, la France se désengagerait. Aujourd'hui, les casques bleus sont rapatriés et le ministre des Affaires étrangères déclare que « *la France reste fermement engagée au sein de la F.I.N.U.L.* ». Officiellement, il s'agit d'une décision du secrétaire général de l'O.N.U. Pourtant il n'y a que des casques bleus français qui soient rapatriés. D'ailleurs ils sont remplacés par des Finlandais, des Ghanéens, des Suédois... Ceux qui restent sont « *chargés de l'entretien des véhicules et de tâches de défense au quartier général de Nakoura* »...

Ce spectacle respire l'hypocrisie. Quels seraient des moyens plus appropriés pour que la F.I.N.U.L. assure sa mission ? Des moyens de prévenir le terrorisme ? Non, toute cette histoire ressemble à la volonté de se montrer plus discrets, dans un contexte de négociations pour la libération des otages. Négociations qui se poursuivront, si on en croit l'Organisation de justice révolutionnaire, « *suite aux engagements du gouvernement français* ».

Le Furet

R.F.A. ET AUTRICHE

Chasse aux hérétiques, suite

AU cours des deux dernières années, pas moins de treize procès ont eu lieu contre la Bunte Liste Freiburg (liste multicolore de Fribourg). Le principal prétexte était une caricature anticléricale (qui a également illustré un article du *Monde libertaire* en avril 1986). Les accusations étaient fondées sur l'in vraisemblable paragraphe 166 du code pénal : « (...) seront condamnées à une peine de prison allant jusqu'à trois ans (de prison) les personnes qui blasphèment Dieu. »

Marche arrière grâce à la solidarité

Ces procès se sont terminés, cet été, par des acquittements grâce à une solidarité internationale qui, visiblement, a surpris le tribunal et l'a obligé à faire marche arrière. Il ne s'était pas attendu à recevoir autant de lettres de protestation, de pétitions, à un écho dans la presse (pas seulement en Allemagne, mais aussi dans les pays voisins — entre autres le *Monde libertaire*, en France). A Rome, une représentante de la Bunte Liste fut interviewée sur ces procès par une station de radio nationale ; même un grand journal soviétique, la *Iswestija*, en informa ses lecteurs ; et, au Pérou, la Radio-Cusco en fit le thème d'une émission.

En mai 1986, le président du tribunal Russel avait prévu une annonce dans le *Süddeutsche Zeitung* de Munich, un des plus grands journaux de la presse bourgeoise, réputé comme « libéral ». Le contenu de cette annonce était un communiqué titré « *Nous exigeons la suppression du paragraphe 166* », signé par des personnalités de nombreux pays. Elle fut refusée par le journal, bien que certains signataires aient, à d'autres occasions, droit à des pages entières en tant que scientifiques, philosophes ou écrivains. Le *Süddeutsche Zeitung* expliqua ce boycott de la manière suivante : « *Dans le texte de votre annonce, vous faites appel contre un paragraphe en vigueur dans le code pénal. Pour des raisons de principe, notre journal ne publie pas de tels appels.* ». En ce qui concerne les principes, dans la même période, ce journal a publié une annonce d'une page, intitulée « *L'apartheid est dépassé !* », signée par le Consul général d'Afrique du Sud à Munich !

La chasse aux sorcières continue...

Mais malgré les acquittements de cet été, la chasse aux sorcières continue sur plusieurs fronts. Toujours en se servant du même prétexte, la caricature « *blasphématoire* », la justice autrichienne a intenté un procès contre la S.O.A.L. (Alternative socialiste) de Salzburg (voir *Monde libertaire* n°639) (1). Toujours à Fribourg, le procureur général menace la Bunte Liste de nouvelles tracasseries. La cible en est l'avocat Gottfried Niemitz, un de leurs responsables. L'instruction est, comme précédemment, menée par le Département de protection de l'Etat (*Staatsschutz*) de la police criminelle ; ce qui prouve mieux que tout qu'il ne s'agit pas d'une poursuite « ordinaire » mais que l'Eglise, en sa qualité de pilier de l'Etat, se sent visée — donc, l'Etat lui-même.

Il faut également parler d'un autre cas, celui de M. Joseph, patron d'une petite entreprise chimique en Bavière et athée convaincu. Il refuse depuis toujours d'encaisser la dîme de ses employés pour la transmettre à l'Etat, comme le veut la loi. Cette dîme, d'un montant assez élevé, est tou-



jours en vigueur en R.F.A. et fait partie des impôts sur les revenus grâce à une loi qui date d'un concordat entre... Hitler et le Vatican de 1933. Voilà un héritage particulièrement révélateur ! On ne peut y échapper qu'en entamant des démarches personnelles auprès des administrations, une déclaration en bonne et due forme de rupture avec « son » Eglise (catholique ou protestante) est nécessaire. Mais beaucoup de gens, qui pourtant ne mettent jamais les pieds dans une église ou un temple, craignent d'être ensuite « mal vus » par leur patron ou hésitent simplement face à une rupture ouverte avec la tradition.

Après avoir toléré pendant trente ans que les employés de M. Joseph versent eux-mêmes leur dîme à l'Etat, ce dernier a brusquement condamné le patron à une amende de 12 000 D.M. (environ 40 000 F) et, de plus, une saisie d'un montant de 14 000 D.M. avait lieu dans son usine. Le prétexte de cette condamnation : M. Joseph avait protesté contre ce double encaissement frauduleux et avait appelé les fonctionnaires « *complices d'une organisation criminelle* » (c'est-à-dire l'Eglise). Presque inutile d'ajouter qu'on a également tenté de faire interner cet homme, dont la seule folie est la conviction athée intransigeante.

Heureusement, dans le même temps, il y a les voyages du Pape où tout baigne dans l'huile... bénite ! Il continue de serrer des mains ensanglantées et, en récompense, on lui évite la vue des bidonvilles, des installations militaires, des ghettos et des prisons, ainsi que la présence d'enfants de misère dans la rue. L'épée et la croix, manifestement triomphent toujours ensemble ou, peut-être ce nouvel acharnement tout comme ces voyages « divertissants » montrent-ils une crainte de quelques failles dans la forteresse millénaire ?

DAGMAR

(1) Lettres de protestation à adresser à Landgericht Salzburg, z. H.D. Richter Ginthör Kajetanerplatz 1, A-5020 Salzburg, Autriche ; avec une copie à S.O.A.L., Nonnenbergstiege 4, A-5020 Salzburg, Autriche.

ALGÉRIE

L'essoufflement
d'un développement

SCHÉMATIQUEMENT, on peut dire qu'il existe deux grands types de stratégie de développement. Le premier, mis en œuvre par les Nouveaux Pays industrialisés (N.P.I., par exemple : Corée du Sud, Hong-Kong, Taiwan, Singapour) mais aussi dans certains pays de l'O.P.E.P., consiste en une extraversion radicale de l'économie nationale, en un appel massif aux multinationales, en une croissance exclusivement tirée par les exportations. Ce modèle tire profit d'une large absence de protection sociale, d'une main-d'œuvre massive et très faiblement rémunérée, d'un syndicalisme inexistant : il s'agit d'un développement inspiré d'un libéralisme de type XIX^e siècle (dix-neuviémiste) dans laquelle la sauvagerie de l'Etat-gendarme garantit aux capitalistes la paix des cimetières.

Second modèle de développement : un modèle plus aut centré, reposant sur la maîtrise par le pays considéré des outils de sa croissance (nationalisation...), et tourné, à priori, non vers l'exportation mais vers la satisfaction de son marché intérieur. L'Algérie s'est longtemps prévalu d'avoir plutôt mis en pratique ce second type de stratégie : nationalisations des hydrocarbures en 1971, adhésion dans les années 70 aux thèses de de Bernis sur les « industries industrialisantes ».

Mais il faut bien admettre, aujourd'hui, que l'autoritarisme étatique, le souci de coller au modèle soviétique, le choix du tout-pétrole contre un aut centrage effectif, ont conduit l'Algérie à l'impasse. Les événements récents de Constantine et de Sétif, tout comme les troubles dans la casbah d'Alger en 1982, constituent les symptômes saillants de l'essoufflement d'un mode de développement en définitive trop soumis au marché capitaliste mondial et aux dogmes néostalinistes.

Déséquilibres intérieurs

Le choix du gouvernement Boumediène, après l'indépendance, fut donc simple et clair : élaborer une stratégie de développement fondé sur le binôme hydrocarbure-industrie lourde. La priorité donnée à l'industrie lourde, référence explicite au modèle de développement soviétique des années 30, visait à doter le pays d'une base industrielle capable avant tout, non pas de substituer

des produits locaux aux produits importés (le développement aut centré était ainsi de facto repoussé aux calendes grecques), ni d'accroître les exportations, mais d'engendrer d'autres industries (mécanisme des industries industrialisantes).

Le problème, c'est que l'on sacrifia alors l'agriculture sur l'autel du décollage de l'industrie lourde. Parent pauvre des programmes d'investissements des années 70, elle n'a reçu que la portion congrue dans les plans successifs (moins de 15% dans les prévisions, moins de 5% dans les faits). En même temps, l'implantation industrielle s'est souvent effectuée sur de bonnes terres agricoles et l'Algérie, qui n'en avait déjà pas beaucoup, a perdu ainsi au minimum 250 000 hectares. Conséquence : alors que la démographie devient galopante (l'accroissement de la population se fait au rythme de 31,58 pour mille, et 60% des habitants ont moins de 20 ans), l'autosuffisance alimentaire ne cesse de décliner.

L'Algérie importe près des deux tiers de ses besoins alimentaires. On voulait, grâce à l'industrie lourde, progresser vers l'indépendance économique. Aujourd'hui la dépendance alimentaire est dramatique. Par ailleurs, la productivité n'a jamais décollé. Le gouvernement Boumediène avait choisi l'édification de très vastes ensembles industriels, au détriment d'unités de taille plus modeste mais plus humaine. L'échec est patent. Cimenteries, unités sidérurgiques, usines d'engrais... produisent encore parfois entre 40 et 60% de leur capacité.

Le système de planification ultra-centralisé (toujours le modèle soviétique) et l'organisation du travail fortement hiérarchisée ont contribué à épuiser rapidement bien des enthousiasmes. Le « laisser-aller » est très réel. Pour ne prendre qu'un exemple, de janvier à juillet 1985, le service public des chemins de fer a totalisé la bagatelle de 106 déraillements, soit près d'un train tous les deux jours, pouvait-on lire dans *Algérie-Actualité* de novembre 1985. Mais comment



s'étonner qu'une absence totale de responsabilité donnée au travailleurs, dans un modèle d'organisation ultra-centralisée et autoritaire ne produise pas ces résultats ?

Un colosse aux pieds d'argile

Ne soyons pas outrageusement caricatural et partial. Le développement algérien ne se réduit pas à une suite d'échecs. Au regard du Maroc voisin qui a choisi un autre type de croissance, entièrement soumise au capitalisme, et en considérant que les deux pays étaient à peu près à égalité au début des années 60, force est bien de constater que l'Algérie s'en est mieux tirée. Elle connaît maintenant un produit intérieur brut (P.I.B.) double de celui du Maroc, une industrie plus importante de 75%, une consommation par habitant de 35% supérieure, des investissements bruts 3,6 fois supérieurs, des dépenses gouvernementales supérieures de 60%. La politique algérienne d'endettement international est demeurée jusqu'à présent assez prudente.

Malgré tout, l'Algérie semble aujourd'hui tel un colosse aux pieds d'argile, connaissant toutes les fragilités d'une économie pétrolière. Rappelons que pendant vingt ans, la valorisation et la diversification des ressources d'hydrocarbures ont constitué pour le gouvernement Boumediène « la » priorité. Les hydrocarbures représentent, depuis des années, environ 98% de la valeur des exportations du pays. Cette stratégie de mono-exportation est désormais très gravement menacée par l'effondrement des prix du pétrole : de 26 dollars le baril en 1981, il passe à 15 dollars le baril en 1986. En plus, la baisse du dollar ne fait qu'aggraver cette chute des prix.

L'Algérie espérait pour 1986 des recettes d'exportation d'hydrocarbures de l'ordre de 64 milliards de dinars (un dinar = 1,6 francs). Elle est contrainte de tabler maintenant sur 40 milliards de dinars, en faisant l'hypothèse d'un baril à 17 dollars. Il faut bien convenir de l'extrême fragilité d'une stratégie de développement basée sur une mono-exportation, c'est-à-dire extrêmement dépendante, encore une fois, du marché capitaliste mondial des matières premières.

Une austérité catastrophique

Conséquence de l'effondrement de la rente pétrolière, la loi de finances complémentaires

de 1986 sonne le glas d'une amélioration du niveau de vie de la population. La satisfaction de certains besoins sociaux urgents est ainsi retardée. La situation demeure aussi dramatique en matière de logement : il faudrait en construire 250 000 par an alors qu'on a seulement atteint 95 000 en 1985.

La politique de Chadli (dégel des relations avec Washington, ouverture au secteur privé, refus d'éponger les déficits des entreprises nationales) est une réorientation du système économique vers davantage de libéralisme. Elle n'a pour l'instant réussi qu'à solidifier une austérité dramatique, que les manifestants de Sétif et de Constantine entendaient dénoncer. La cherté de la vie touche désormais toutes les classes sociales. Le kilo de viande de mouton tourne autour de 220 francs français.

La hausse du coût de la vie est aggravée par le cycle chronique des pénuries. Le café, qui a manqué pendant deux mois à la fin de l'hiver dernier, est à nouveau à certains endroits introuvable. La tension sur les produits de grande consommation engendre inévitablement une spéculation.

Les embauches ont été interrompues dans la fonction publique. Le chômage, qui s'élevait à 16,9% de la population active en 1984, frappe 45% des citoyens. Ajoutons qu'il n'existe pas d'allocation de chômage et que toute personne sans emploi resterait sans ressources si la cellule familiale n'était pas solidaire. D'autant que des licenciements commencent à intervenir dans l'administration, dans les sociétés nationales et dans les sociétés de wilayas (départements). L'Algérie, aujourd'hui trahie par le pétrole qui tirait sa croissance, connaît ainsi à bon nombre de niveaux une situation très préoccupante.

Il importe donc de percevoir clairement, par-delà le conjoncturel, qu'il s'agit d'un essoufflement profond d'une stratégie de développement reposant sur l'industrie lourde à la soviétique, la mono-exportation d'hydrocarbures, une planification ultra-centralisée, une organisation économique et sociale très hiérarchisée et autoritaire. Or il faut justement promouvoir un schéma de développement à la fois indépendant des fluctuations du marché capitaliste mondial et donc aut centré, autogestionnaire (dans des entreprises à taille raisonnable) et décentralisé, équilibré géographiquement et entre les secteurs. L'Algérie, malgré les proclamations de foi après l'indépendance, en était loin. Pas plus que la Corée du Sud (pôle opposé), elle ne constitue un modèle. Une croissance libertaire reste à inventer dans la pratique.

Willy PELLETIER
(Gr. de Lille)



TOUR D'HORIZON DES SQUATTS EN EUROPE

Le mouvement à Berlin

LES mouvements de squatters diffèrent bien évidemment selon qu'ils soient de Barcelone, Amsterdam, Berlin ou Londres. Le *Monde libertaire* s'était déjà fait l'écho des problèmes que certains camarades avaient rencontrés à Amsterdam, affrontant notamment de nombreux raids fascistes préparés par des infiltrations et provocations policières.

Si le mouvement des squatts est bien vivant à Amsterdam, comme il l'est à Londres, il faut immédiatement remarquer qu'il est mort à Berlin, disparition qui s'explique autant par la répression des autorités que par une « dissolution » devant la fin imminente de ce mouvement. Cette mort correspond à l'arrêt de la parution de *Radikal* il y a deux ans de cela.

Journal du mouvement de squatters à Berlin, *Radikal* disparut au moment où il ne restait que onze maisons (dont cinq d'entre elles menacées d'expulsion immédiate) occupées à Berlin. Pour mesurer quel fut l'impact de *Radikal*, l'influence de l'anarchisme dans le milieu des squatters à Berlin, il nous faut remonter aux années précédant la fin des occupations.

Berlin 1981...

Après les premiers mois de l'année 1981, des forces importantes furent détachées par les autorités afin de détruire le mouvement berlinois car ces dernières prenaient les

occupations très au sérieux, les considérant comme une menace directe à l'égard de la propriété.

Le parti au pouvoir, le C.D.U., talonné par une hargne médiatique, obtint une certaine crédibilité en attaquant les squatters. Entre janvier et août 1981, 3 500 condamnations furent prononcées, 60 maisons furent « visitées » et 10 immeubles vidés de leurs occupants. En même temps, d'une façon plus générale, les forces de l'ordre utilisèrent de manière maximale tous les moyens répressifs mis à leur disposition. De filatures en mises sur table d'écoute, en passant par les législations d'exception, les contrôles rapprochés et à distance de la population, la compilation et le classement informatisés des données, et bien sûr les interpellations et les emprisonnements.

En juin 1981, quand le mouvement en était à son point culminant, la question vint à l'ordre du jour au conseil municipal et, chose incroyable, une foule de 50 000 personnes descendit dans la rue en soutien aux squatters. Emeutes, pillages, sabotages embrasèrent alors la ville. Le 15 septembre 1981, le général Haig vint visiter Berlin. Une manifestation de 80 000 personnes se déroula ; manifestation qui amena son cortège d'affrontements et d'emeutes.

Le jour suivant, le sénateur Lummer annonça que neuf des squatts les plus importants seraient « vidés » le 21 septembre. Des écri-



vains, des artistes et diverses personnalités se déplacèrent dans les squatts pour exprimer leur soutien, mais cela ne fut pas suffisant. Le 22, quelques mille flics anti-emeutes procédèrent aux expulsions. Lummer donna une conférence de presse revancharde et victorieuse à l'intérieur d'une maison « nettoyée ».

...les émeutes !

Peu de temps après, comme les révoltes recommençaient, un jeune de 19 ans (Claus Rattay) fut tué en tentant d'échapper à une charge de la police, écrasé par un autobus. Une foule énorme se rassembla et se dirigea alors vers les maisons d'où avaient été expulsés les squatters.

Il semble que cette manifestation se déroulait tranquillement lorsque les forces de l'ordre, invisibles jusqu'à présent, noyèrent les squatts sous une pluie de lacrymogènes. Commença alors un déchaînement de violences jamais atteint depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale (lorsque les Américains demandèrent à leur armée de maintenir l'ordre). Aux lendemains de cette nuit d'emeute, d'autres expulsions furent programmées, jusqu'à Pâques 1982. Puis, un vent de démobilitation traversa le mouvement et s'y installa.

Berlin 1982...

Le cinéma, la station de radio pirate et le *Bezetsler Post* (hebdoma-

naire des squatters) fermèrent leurs portes. Le mouvement était déjà divisé et brisé par la politique de légalisation-criminalisation. Un peu plus de la moitié des squatters préféra accélérer la vente des squatts plutôt que de risquer une expulsion. Un nombre important de ceux qui furent légalisés (environ une cinquantaine) furent « marrons », d'autres « négociateurs » furent quand même expulsés par surprise !

Quelles qu'aient été les divergences entre squatters (« mollis », « muelis », punks ou « politiques »), ces derniers ont toujours réagi avec violence aux expulsions. Les gauchistes essayèrent d'aboutir à un règlement définitif en proposant que les squatts démobilisés puissent revendre, mais cette tentative échoua quand les maisons, sous promesse de vente, furent malgré tout « vidées ». Une quinzaine de squatts, au mois d'août 1982, se sont vus recevoir un millier de policiers en uniforme anti-emeute et ce en un seul jour.

Les manifestants commencèrent à laisser la rue aux flics qui, expérience aidant, passèrent maîtres dans le contrôle et le maintien des mouvements de foule. Des essais volontaristes furent tentés en vue de faire revivre les choses du passé, telles l'organisation du festival « *Kulturschock* » fin 1982 ou encore celle d'un camp de tentes pendant l'été 1983. La fantaisie, l'imagination et

l'enthousiasme des années 80 avaient bel et bien « foutu le camp ».

Les squatters se replièrent alors vers la contre-violence, une manière de répondre à la répression policière. Les R.Z. (« *Revolutionäre Zellen* » ou encore « *Raging Zora* ») firent donc parler d'eux comme des personnes portant des coups aux banques, grands magasins, institutions, propriétés seigneuriales, sex-shop, bases américaines, etc. *Radikal* accepta R.Z. comme partie intégrale du mouvement et, en conséquence, étant le journal du mouvement, fut amené à passer leurs communiqués et débats (accompagnés de commentaires rédactionnels).

...et disparition du mouvement

Les R.Z., conscients et lucides sur les conditions historiques qui générèrent la R.A.F. (*Rote Arme Fraktion*) et son évolution, n'ont cessé de critiquer l'élitisme, le décalage et la paranoïa galopante des militants de cette dernière. La publication de ses communiqués a permis à *Radikal* d'influer sur le cours de R.Z., notamment sur des options moins sectaires. Ce soutien fut le prétexte à l'incarcération de Benny et Micha, à la criminalisation du journal qui fut accusé « preuve à l'appui » d'être l'organe central d'un groupe terroriste.

Mais pour être objectif, il faut bien reconnaître que ce ne fut pas les arrestations et les descentes de police ou les peines de prison qui tuèrent *Radikal*, mais bien plutôt la mort du mouvement lui-même.

Aujourd'hui, le nombre de squatts diminue car la répression n'a pas cessé. Il faut tirer des analyses des résistances, projets et réalisations du mouvement des squatts de Berlin. Et s'il (le mouvement) se limite pour l'instant à des occupations en lointaine banlieue et à quelques cafés ou centres de documentation et d'informations, il existe cependant un lien passablement structuré entre ce mouvement et celui des autres capitales européennes (dont Paris). Nous aborderons la semaine prochaine la situation du mouvement des squatts à Londres, et plus généralement en Angleterre.

Relations internationales

GRÈCE

Dernières nouvelles

LA célébration de l'anniversaire de l'insurrection étudiante contre le régime des colonels (17 novembre 1973) s'est déroulée dans la plupart des villes grecques, commémorant la mort d'un peu plus de cinquante personnes mais également celle, plus récente, des camarades anarchistes Lakovos Kounis et Stamatina Kanellopoulou (17.11.1980), et de Mittalis Kaltezas (17.11.1985). A Athènes, la famille de Mittalis ainsi que de nombreux anarchistes, l'O.K.D.E. (organisation trotskiste), Rigasferaios (jeunesse du parti communiste de l'intérieur), et des étudiants autonomes de l'Ecole publique de la marine marchande ont déposé des fleurs à l'endroit où ce jeune fut abattu (cf. M.L. n°595, du 27 novembre 1985).

Le même jour, quelques camarades ont manifesté leur réprobation à l'endroit du Premier ministre Papandreou, déposant également des fleurs pour la commémoration des morts de 1973 à l'école Polytechnique. Plus tard, dans la nuit, quelques flics accompagnés de membres de l'Union politique nationale (groupuscule fasciste) tentèrent de retirer les fleurs déposées sur le lieu de l'assassinat de Mittalis. Un camarade les a attaqués et a été arrêté, puis conduit (en emportant les fleurs avec lui) au poste de police, pour être finalement relâché deux heures plus tard.

Le jour suivant, une cérémonie fut organisée par la famille de Mittalis au cimetière Zografou où se trouve sa tombe. Cette cérémonie terminée, quelques cinq cents camarades marchèrent dans la rue Zografou, accompagnés de drapeaux noir et rouge en appelant à la vengeance. La police était présente, toutefois elle évita toute provocation parce qu'en nombre beaucoup moins importante que nos camarades. Ce lundi 17 novembre, la traditionnelle marche se déroula sans aucun incident majeur, et y participèrent environ 2 000 anarchistes.

A La Canee, en Crète, quelques 200 camarades occupèrent l'entrée de la base aérienne de l'O.T.A.N. (sous contrôle américain) en signe de protestation à l'endroit des interventions américaines en Grèce et contre la militarisation croissante de la société.

Environ une centaine d'anarchistes, auxquels s'étaient joints des gauchistes et des membres des jeunesses du parti communiste de l'intérieur, manifestèrent à Patras jusqu'au commissariat central où ils retirèrent une couronne de fleurs déposée en souvenir des morts de 1973 par les « policiers démocratiques ».

Des tracts furent distribués dans toutes les villes grecques, tracts demandant la libération immédiate et sans condition de Kostas Petrou et Paschadis Lialiaris qui sont encore détenus sous couvert de leur prétendue participation à l'explosion d'une voiture de flics le 7 juin dernier, lors de l'occupation du campus universitaire local. Cette occupation avait été appelée en protestation de la répression policière qui avait suivi les émeutes antinucléaires à Athènes.

A cette occasion, tous les lecteurs du *Monde libertaire* sont invités à exprimer leur solidarité envers Petrou et Lialiaris en écrivant ou en envoyant des télégrammes à M. Apostolos Kaklamanis, ministre de la Justice, Zinonos et Pireos street, Athens, Grèce.

Relations internationales
(correspondance particulière)



Manifestation contre la venue du général Haig.

FORUM-DÉBAT

Homosexualités
et révolution

C'est sur ce thème, et en compagnie de Daniel Guérin, que la librairie du Monde libertaire organise samedi 6 décembre une réunion débat au 145, rue Amelot. Ce débat, bien évidemment public, débutera à partir de 16 h. Daniel Guérin est également l'invité ce même jour, sur Radio-Libertaire (89.4 MHz), de l'émission « Forum » de 11 h 30 à 12 h 30. Nous profitons de cette occasion pour signaler, parmi les nombreux ouvrages écrits par ce militant et historien du mouvement ouvrier, la toute récente réédition de son livre : « Les Antilles décolonisées ».

Si j'entreprends de rédiger ces lignes, c'est à la demande expresse du Monde libertaire, à l'occasion du forum sur le même sujet qui, en dehors de toute initiative de ma part, doit se tenir, le 6 décembre, à la librairie du Monde libertaire. Pareillement, c'est à l'instar des Cahiers du Vent du Ch'min que j'avais, fin 1983, pondu un Cahier (1), portant le même titre, ce dernier désigné, toujours expressément, par la rédaction de ladite publication. Il n'y avait donc de ma part ni prosélytisme intéressé ni hantise narcissique.

Si donc, par deux fois, on veut bien me prier d'apporter mon grain de sel dans ce débat, c'est sans doute qu'il intéresse pas mal de gens, qu'ils fussent hétéros ou hommos, libertaires ou non, révolutionnaires ou pas. Alors, s'il en est ainsi, au risque de me répéter, allons-y !

Pour moi, le débat se situe à deux niveaux.

Tout d'abord, l'objectif. *Homosexualité et Révolution* ne sont pas, ne peuvent pas, être des entités incompatibles. Le seul fait non conformiste, à odeur de péché, à la limite du permmissible, de se satisfaire sexuellement avec des partenaires du même sexe conserve, malgré la récente révolution sexuelle, un caractère subversif de l'ordre social mettant en cause les valeurs bourgeoises fondamentales tels que la famille, la paternité, le mariage, le machisme.

Beaucoup d'eau continuera à couler sous les ponts avant que l'on renonce officiellement à y voir une « perversion », un « acte contre nature ». Contester, rejeter ces préjugés si profondément ancrés, le faire ouvertement et publiquement a valeur de défi, de geste asocial, et, qu'on le veuille ou non, d'acte révolutionnaire.

Les pédés qui, par pleuterie, esquivent cette réalité ou se réfugient sous la protection du moraliste, du curé ou du flic sont des aberrants. De même, ceux qui, par une légitime répulsion à l'égard des régimes totalitaires à motivation homophobe, se refusent à admettre que l'oppression qui les accable, devrait les ranger du côté des vrais révolutionnaires, anti-autoritaires et libertaires.

Et puis voici le niveau *subjectif*. Pour ma part, je n'ai pas choisi de préférer l'amour des garçons à celui des nanas, dont l'attrait, d'ailleurs ne m'échappe nullement, car je suis, comme tout un chacun, quelque peu *bisexuel* (au surplus veuf, père et grand-père). En outre, les filles sont pour moi, à part la sexualité, des camarades de combat aussi bien sur le plan social que sur celui des oppressions spécifiques du sexe féminin. Je n'ai des velléités de jalousie à leur égard que quand elles subjuguent les garçons qui m'attirent.

Mais, comme je l'ai longuement explicité dans mes écrits, l'étroite conjugaison entre mon homosexualité et mon option révolutionnaire provient du fait que, du temps de ma jeunesse, c'est la fréquentation amoureuse des jeunes mâles de condition ouvrière et populaire qui m'a fait découvrir, à moi fils ouaté de famille bourgeoise, les dures réalités de la condition prolétarienne, occultées par le mode de vie et de pensée de mes géniteurs aisés.

Ce n'est pas tant dans les livres, qu'ils fussent de Stirner, de Proudhon ou du grand Bakounine, que j'ai appris le communisme libertaire qu'au contact physique et musclé des fils de prolos.

Lecteur, je t'en prie, ne sois pas interloqué, oui, c'est bien au plumard plus que dans les bouquins que j'ai appris à être révolutionnaire. Et ce mode d'initiation, bien plus que tout autre, a rendu inaltérables, dures comme fer, mes convictions militantes. C'est ainsi que j'ai surmonté toutes les déceptions passagères de l'après-36 et de l'après-68, comme aujourd'hui de l'après-81.

Pour terminer, je voudrai, me référant à mon Cahier précité, redire toute l'aversion que m'inspire l'homosexualité des acheteurs huppés de garçons, puant de mépris pour le « gibier » masculin dont ils s'entourent et aussi pour leur hypocrisie dégueulasse avec laquelle ils camouflent leurs ébats érotiques. C'est aussi à eux que je dois, à 82 ans, de les vomir, eux et leur classe, et leur pognon.

Vive la révolution anti-autoritaire et libertaire !

Daniel GUÉRIN

(1) Daniel Guérin, « *Homosexualité et Révolution* », Les Cahiers, éditions du Vent du Ch'min, 25 F, en vente à la librairie du Monde libertaire.

C'EST dur à dire, mais c'est un fait, les révolutionnaires, que ce soit à titre individuel ou collectif, ont rarement une attitude différente de celle du citoyen ordinaire par rapport à l'homosexualité (1). Au mieux, ils détournent « pudiquement » le regard et évacuent allègrement le problème en disant que l'homosexualité est « une affaire de conscience » et de vie privée ; que chacun est libre de mener sa vie sexuelle comme il l'entend ; et que la révolution n'a pas à entrer dans ce genre de considérations. Au pire, et le pire n'est pas toujours l'exception, ils n'hésitent pas à dire et à écrire que l'homosexualité constitue une perversion qu'il convient de réprimer. Et d'ordinaire, ils se contentent d'évoluer dans le clair obscur de l'insidieux, du murmure et de la condescendance, et d'évoquer la nécessité de « soigner » ce qu'ils appellent, en ricanant les dents serrées, « une maladie » ou « une déviance ».

Bref, dans la plupart des cas, le mouvement révolutionnaire véhicule gaillardement les stéréotypes

d'être sur des positions de classe différentes de celles de leur classe d'origine. Et puis, le prolétariat, dont ils dénoncent l'exploitation et au sein duquel ils luttent pour changer la situation présente, n'est pas plus révolutionnaire, chromosomiquement parlant, que les homosexuels. Alors ?

Infra ou super ?

Alors, peut-être, l'explication centrale se situe-t-elle à un autre niveau ? Dans la conception même de la révolution ? Dans une vision très économiste et très mécaniste du changement social ? Dans la croyance du primat de l'économique ou du politique sur le social et le quotidien ? Dans l'analyse toute de hiérarchies, de superstructures, d'infrastructures... de la réalité sociale présente ? Dans une stratégie privilégiant certaines luttes prétendues infrastructurales et donc principales par rapport à d'autres, prétendues, superstructurelles et donc secondaires ? Dans l'impuissance à penser l'aliénation et sa destruction en terme de *globalité*,

c'est-à-dire en termes de non-hiérarchisation de l'espace-temps du changement ?

Bref, l'étrangeté de l'attitude du mouvement révolutionnaire par rapport à l'homosexualité ne pose-t-elle pas des questions auxquelles on ne pourra pas toujours éviter de répondre ? Ne traduit-elle pas la même incapacité à intégrer les luttes des femmes, des enfants... et d'une manière générale toutes les luttes dites secondaires, qui sillonnent le quotidien en tous sens ? N'exprime-t-elle pas une difficulté certaine à transformer la vie tout de suite, ici et maintenant, sans attendre les lendemains prétendument chantants d'un pseudo hypothétique grand soir, dont on ignore plus désormais les tragiques petits matins blêmes ?

J.-M. Raynaud

* In « *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations* », Raoul Vaneigem, éditions Gallimard, 65 F, en vente à la librairie du Monde libertaire.

(1) *Homosexualité est ici employé au singulier par commodité de langage, mais cela va de soi qu'il n'y a pas une mais des homosexualités.*

« Ceux qui parlent
de révolution...

...sans faire référence à la vie quotidienne (...),
ceux-là ont dans la bouche un cadavre. » *

de pensée et d'attitude du système qu'il combat.

Stéréotype...
quand tu nous tiens !

Mais comment diable cela est-il possible ? Le mouvement révolutionnaire ignorerait-il que l'être humain n'est jamais ni complètement mâle ni jamais complètement femelle et que sa sexualité relève non du choix mais du hasard d'une dominante qui n'exclue jamais l'ambivalence ? Serait-il incapable de penser la sexualité autrement qu'en termes de « norme » et de « déviance » ? Serait-il aveugle devant une réalité qu'il conviendrait à l'évidence d'appréhender en terme de libre fédération des différences ? Serait-il sourd à la détresse et à l'oppression d'êtres humains qui, dans le contexte social actuel, ont du mal à vivre « en paix » leur spécificité ?

On s'en doute l'explication de l'attitude du mouvement révolutionnaire par rapport à l'homosexualité n'est ni simple ni une. En premier lieu, on peut supposer que le mouvement révolutionnaire est « victime » de la réalité sociologique dans laquelle il baigne. C'est bien connu, on a beau être révolutionnaire cela n'empêche pas d'être né quelque part et de trimballer partout avec soi les valises de son éducation. Et comme le mouvement révolutionnaire est composé d'une majorité d'hommes nés quelque part, comment s'étonner de sa propension à reproduire les valeurs dominantes du patriarcat ambiant ? Dur... mais incontournable !

De plus, l'homosexualité n'étant nullement un brevet de révolution et reproduisant allègrement en son sein les valeurs dominantes dont elle victime, les révolutionnaires font preuve à son encontre d'une certaine méfiance.

Mais ne s'agit-il vraiment de cela ? Car après tout, les révolutionnaires qui se battent pour une société débarrassée de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme sont également, pour un bon pourcentage d'entre eux, issus de milieux sociaux « favorisés » et cela ne les empêche pas



NOTE DE LECTURE

« Les Antilles
décolonisées »
de Daniel Guérin

AL'HEURE où le fracas des explosions vient fort à propos jeter quelques notes discordantes dans les flons-flons et les ron-rons médiatiques qui se sont fait jour dernièrement à propos de l'arrivée de la course du Rhum, la réédition du livre de Daniel Guérin *Les Antilles décolonisées* (1) tombe à pic.

Dans ce livre, en effet, non seulement l'auteur nous décortique la réalité économique, politique, sociale, culturelle du colonialisme qui sévit aux Antilles françaises, britanniques... mais de plus, et c'est sûrement son intérêt majeur, il nous fait découvrir l'amorce de ce qui pourrait être une véritable perspective pour l'avenir d'Antilles décolonisées : la confédération.

Aujourd'hui encore, la plupart de ceux qui luttent contre le colonialisme français, britannique ou autre, aux Antilles en sont toujours à prôner une stricte indépendance nationale et à s'enfermer dans l'illusion de la possibilité d'indépen-

dance pour des micros espaces et des micros groupes humains. Rares sont ceux qui, comme Daniel Guérin, ont compris l'unité profonde des Antilles tant au plan géographique, économique, politique ou culturel. Et c'est bien dommage ! Car c'est une évidence : l'histoire passée et présente milite en faveur de l'union dans la complémentarité des autonomies et des différences. Aux Antilles. Comme ailleurs !

Aimé Césaire, qui a écrit la préface de ce livre, ne s'y est d'ailleurs pas trompé en expliquant « *qu'il rendra un précieux service à une cause dont il reste à convaincre les Antillais eux-mêmes qu'elle mérite d'être servie : la cause antillaise.* »

Ce livre est à lire et à relire pour quiconque ne désespère pas de parcourir les espaces infinis de l'avenir avec autre chose aux pieds que les galoches rugueuses du passé.

J.-M. RAYNAUD

(1) Daniel Guérin, « *Les Antilles décolonisées* », éditions Présence Africaine.



LITTÉRATURE

Stig Dagerman, écrivain anarchiste

PEU de gens savent que le célèbre écrivain suédois était aussi un anarchiste. Stig Dagerman, né en 1923, est l'auteur de plusieurs chef-d'œuvre de la littérature comme *Le Serpent* ou *L'Enfant brûlé* (1). Appartenant à une génération qui a connu la neutralité suédoise pendant la Seconde Guerre mondiale, il exprime une profonde angoisse jointe à un sentiment de culpabilité. Une partie de son œuvre est un peu une réponse au prétendu « miracle suédois ».

Dagerman était aussi anarcho-syndicaliste. Son père l'avait très tôt amené aux réunions du mouvement et son beau-père appartenait au mouvement anarchiste allemand. Mais, cette filiation n'est pas la seule raison de son engagement : « Dagerman était anarchiste. Il est temps que l'on accepte, en

France, cette vérité sur laquelle on a plus ou moins fermé les yeux jusqu'à maintenant. Et pas un "anar" opportuniste, prêt à retourner sa veste à la vue de la première médaille en chocolat. Non, un anarchiste viscéral, comme on dit. Convaincu, militant. C'est dans le cadre du mouvement de jeunesse des anarchistes suédois qu'il fit ses premières armes de journaliste et d'écrivain. » (2).

A partir de 1941, il participe à la rubrique culturelle du quotidien anarcho-syndicaliste *Arbetaren*, organe de la Sveriges Arbetaren Central Organisationen (S.A.C.). Il y collaborera jusqu'à sa mort. « *Arbetaren inaugure sa page culturelle sans aucune illusion mais, malgré tout, dans l'espoir de réussir, une fois de temps en temps, à troubler le calme parfait de la*

mare aux canards au moyen d'un pavé juste assez agressif » (2).

Doté d'une profonde sensibilité, Dagerman balancera entre son pessimisme littéraire et son rêve de fraternité. Finalement, il se suicidera en 1954, en pleine célébrité. Il nous reste son œuvre, presque complète en français et un dossier réalisé par la revue *Plein Chant* (2), d'où nous tirons quelques extraits. Ils montrent que son talent de romancier n'avait d'égal que son engagement.

YVES (Florès-Magon)

(1) Collection *L'Imaginaire*, éditions Gallimard.

(2) « *Plein Chant* » n°31.

« L'anarchisme et moi »

LES détracteurs de l'anarchisme ne se font pas tous la même idée du danger idéologique que représente celui-ci et cette idée varie en fonction de leur degré d'armement et des possibilités légales qu'ils ont d'en faire usage. Tandis qu'en Espagne, entre 1936 et 1939, l'anarchisme était considéré comme si dangereux pour la société qu'il convenait de lui tirer dessus des deux côtés (en effet, il n'était pas seulement exposé, de face, aux fusils allemands et italiens mais aussi, dans le dos, aux balles russes de ses « alliés » communistes) ; l'anarchiste suédois est considéré dans certains cercles radicaux, et en particulier, comme un romantique impénitent, une sorte d'idéaliste de la politique aux complexes libéraux profondément enracinés.

De façon plus ou moins consciente, on ferme les yeux sur le fait, pourtant capital, que l'idéologie anarchiste, couplée à une théorie économique (le syndicalisme) a débouché en Catalogne, pendant la guerre civile, sur un système de production fonctionnant parfaitement, basé sur l'égalité économique et non pas sur le nivellement mental, sur la coopération pratique sans violence idéologique et sur la coordination rationnelle sans assassinat de la liberté individuelle, concepts contradictoires qui semblent malheureusement être de plus en plus répandus sous forme de synthèses.

Afin, pour commencer, de réfuter une variété de critique anti-anarchiste qui est souvent le fait de gens qui confondent leur pauvre petit fauteuil de rédacteur avec un baril de poudre et qui, à la lumière, par exemple, de quelques reportages sur la Russie, pensent détenir le monopole de la vérité sur la classe ouvrière et sur ses conditions, j'ai l'intention dans les lignes qui suivent, de m'attarder sur cette forme d'anarchisme qui est connue, en

particulier dans les pays latins sous le nom d'anarcho-syndicalisme et s'y est révélée d'une parfaite efficacité non seulement pour la conquête de libertés jadis étouffées, mais également pour la conquête du pain.

Le critère de l'anomalie d'un système social, ce n'est pas seulement une injustice révoltante dans

la répartition de la nourriture, des vêtements et des possibilités d'éducation, il faut aussi que soit bien établi le fait qu'une autorité temporaire qui inspire la peur à ses administrés doit être l'objet d'une méfiance salutaire. Les systèmes basés sur la terreur, comme le nazisme, révèlent certes instantanément leur nature par une brutalité physique qui ne connaît pas de bornes, mais une réflexion un peu plus approfondie amène vite à comprendre que les systèmes étatiques les plus démocratiques eux-mêmes font peser sur le commun des mortels une charge d'angoisse que ni les

terre et l'U.R.S.S., est déjà suffisante pour justifier que l'on qualifie leur régime respectif d'inhumain. Il semble que pour les régimes autoritaires, aussi bien démocratiques que dictatoriaux, les intérêts de l'Etat soient peu à peu devenus une fin en soi devant laquelle a dû s'effacer le but original de la politique : favoriser les intérêts de certains groupes humains. (...)

Il doit donc pouvoir être établi que l'Etat démocratique de l'époque contemporaine représente une variété tout à fait nouvelle d'inhumanité qui ne le cède en rien aux régimes autocratiques des époques précédentes. Le principe « *diviser pour régner* » n'a certes pas été abandonné mais l'angoisse résultant de la soif, l'angoisse résultant de l'inquisition sociale a, au moins en principe, dû céder la place, en tant que moyen de souveraineté dans le cadre de l'Etat-providence, à l'angoisse résultant de l'incertitude et à l'incapacité dans laquelle se trouve l'individu de disposer de l'essentiel de son destin. (...)

La psychologie sociologique doit se donner pour tâche de détruire le mythe de l'« efficacité » du centralisme : la névrose, causée par le manque de perspective et par l'impossibilité d'identifier sa situation dans la société, ne peut être contrebalancée par des avantages matériels purement apparents. L'éclatement de la macrocollectivité en de petites unités individualistes, coopérant entre elles mais par ailleurs autonomes, que préconise l'anarcho-syndicalisme, est la seule solution psychologique possible dans un monde névrosé où le poids de la superstructure politique fait chavirer l'individu. L'objection selon laquelle la coopération internationale serait entravée par la destruction des différents Etats ne résiste naturellement pas à l'analyse ; car personne ne pourrait oser soutenir que la politique étrangère menée sur le plan mondial, par les différents Etats ait contribué à rapprocher les nations les unes des autres.

Stig DAGERMAN (1946)



C.L.T

fantômes ni les romans policiers n'ont la moindre chance d'égaliser.

Nous nous souvenons tous de ces gros titres noirs et terrifiants dans les journaux, à l'époque de Munich — combien de névroses n'ont-ils pas sur la conscience ! —, mais la guerre des nerfs que les maîtres du monde sont en train de mener en ce moment même contre la population du globe, au moyen de l'Assemblée générale de l'O.N.U., n'est pas moins raffinée. Laissons de côté ce qu'a d'inadmissible le fait qu'une poignée de délégués puisse jouer avec le sort d'un bon milliard d'êtres humains sans que personne trouve cela révoltant mais qui dira à quel point est horrifiante et barbare, du point de vue psychologique, la méthode selon laquelle sont réglées les destinées du monde ? La violence psychique qui semble être le dénominateur commun de la politique que mènent des pays par ailleurs aussi différents que l'Angle-

Programmes de Radio-Libertaire

Judi 4 décembre

- « Blues en liberté » (10 h à 12 h) : le piano entre les deux guerres, et les prolongements dans le blues moderne.
- « Femmes libres » (12 h à 14 h) : on se souvient de May Picqueray...
- « Paris au ras des pavés » (19 h 30 à 20 h 30) : petites et grandes histoires de Paris... l'eau du XIX^e siècle à aujourd'hui.
- « L'Amarante » (20 h 30 à 22 h) : les déménagements... comment se faire emballer ?
- « Jazz en liberté » (22 h 30 à 3 h) : diffusion en différé du Festival des musiques mutantes au T.L.P., avec Last Exit, Siegfried Kessler, Henri Bourde, Mal Waldran et Chico Freeman.

Vendredi 5 décembre

- « Et les croissants, bordel ! » (8 h à 10 h) : revue de presse, musiques et informations...
- « Bonjour l'Asie » (10 h à 12 h) : la saga de la cithare chinoise (suite) et récits de voyages.
- « H. comme hasard » (12 h à 14 h) : réflexions autour d'un trou...
- « L'Invité quotidien » (19 h à 21 h) : avec la L.D.H., la campagne menée par des organisations humanitaires contre l'apartheid et la présence de Total en Afrique du Sud.
- « Regards sur... » (21 h à 22 h 30) : dossiers militants animés par le groupe Malatesta de la F.A., la Sécurité sociale.

Samedi 6 décembre

- « Forum » (11 h 30 à 12 h 30) : homosexualités et révolution, avec Daniel Guérin.
- « Chronique syndicale » (12 h 30 à 14 h 30) : Solidarnosc aujourd'hui, l'actualité syndicale.
- « 01 Anarchie » (16 h à 17 h 30) : technologies modernes, avec comme invité Norbert Alter.

Dimanche 7 décembre

- « Matinée anticléricale » (10 h à 12 h) : la foi qui tue, avec Bernard Audin.
- « Folk à lier » (12 h à 14 h 30) : spécial « country music U.S.A. ».

Lundi 8 décembre

- « Allo maman bobo » (18 h 30 à 20 h 30) : les maladies dégénératives.

Mardi 10 décembre

- « Sens interdit » (17 h 15 à 18 h 30) : le professeur Gros, ancien directeur de l'Institut Pasteur, à propos de son livre « Les secrets du gène ».
- « Humeurs » (18 h 30 à 20 h 30) : toujours les difficultés de la langue française, et une dictée en prime !

« La littérature prolétarienne en Wallonie »

L'ÉDITION de ce livre vient combler nos lacunes sur un mouvement littéraire peu connu. On y trouve un historique montrant l'influence de la littérature prolétarienne française et de son animateur, Henry Poulaille. Toutefois les écrivains wallons critiqueront celui-ci, lui reprochant un manque d'engagement politique. Malgré cette rupture, ils ne réussirent pas à gagner le prolétariat à leurs idées. Après la stagnation, puis la guerre, un sursaut eut lieu vers 1954-1955. La revue *Le musée du soir* tenta, par exemple, de rassembler des auteurs.

Cet historique est suivi de deux textes. Celui d'Hector Clara (*Nos haras inconnus*) décrits les chevaux utilisés dans les mines. Quant à *La peur* de Charles Nisolle, c'est une suite de tableaux sur les mineurs, remarquablement dépeints.

Pas de gaité dans ces textes, mais jamais de misérabilisme. Aux modes littéraires, ils préfèrent le langage simple de la sincérité ; une raison pour recommander ce livre.

YVES (Gr. Florès-Magon)

« *La littérature prolétarienne en Wallonie* », éditions *Plein-Chant*, 54 F, en vente à la librairie du Monde libertaire.



Universités : mouvement et perspectives

(suite de la p. 3)

pas que cela se produira ainsi car la base continue de pousser. Même si la grève retombait, les liens et la faculté d'auto-organisation créés pendant cette grève persisteront. Et donc le travail d'information quant à l'évolution de l'examen du projet à l'Assemblée nationale continuera de se faire, à mon sens, hors des structures syndicales.

— **M.L.** : On peut parler aussi de l'apolitisme dont on qualifie ce mouvement, ainsi que des manières dont vous entendez gérer ces grèves.

— **Christophe** : L'apolitisme revêt deux aspects. D'une part, il y a le refus des organisations et des tractations politiciennes. C'est en même temps un mouvement contrôlé par la base, très vigilante sur un certain nombre de manipulations possibles, et un mouvement avec une démarche politique.

Il y a un autre point important et plus compliqué à saisir. C'est vrai qu'il est apolitique au niveau du refus des différentes idéologies, même si l'on se réclame d'un certain nombre de valeurs comme l'égalitarisme, la lutte contre la sélection, etc. C'est donc un apolitisme intéressant à regarder, qu'il faudra étudier plus tard lorsqu'on aura pris un peu de recul. Pour ce qui est de la poursuite de la grève à Jussieu, les assemblées d'U.F.R. ont discuté des occupations de locaux la nuit. Il y a eu un vote à l'unanimité moins une U.F.R. Cette grève avec occupation a eu lieu, et à partir de lundi, un certain nombre de systèmes d'anima-

tion et de préparation des nuits de veille (bouffe, musique, etc.) seront mis en place. C'est un niveau supérieur de la mobilisation.

— **M.L.** : Il y a encore une question que j'aimerais vous poser. Maintenant que le projet de loi est ajourné, comment voyez-vous la gestion et la poursuite du mouvement après la manifestation nationale du 4 décembre ?

— **Christophe** : Il faut d'abord souligner le fait que d'avoir repoussé l'examen du projet de loi est une étape importante. Dans les facs, l'attitude des enseignants peut être déterminante si eux aussi appellent à la grève. Il y en a encore beaucoup qui tentent de poursuivre leurs cours. Il faudra peut-être prévoir d'autres formes de mobilisation. Certaines propositions à Jussieu sont restées jusqu'à présent en sommeil. Il avait été proposé, par exemple, que tous les étudiants de France se fassent enregistrer à l'A.N.P.E. Il est surtout nécessaire de conserver le type de structures qu'il y a dans les facs actuellement.

— **Philippe** : Il est sûr que nous devons exploiter ce premier recul du gouvernement. C'est la première fois qu'il recule sur un projet de loi et c'est essentiel pour la poursuite de la mobilisation.

Quant à la manif du 4 décembre, un point important est que, contrairement à celle du 27 novembre, ce sera une manifestation nationale à Paris avec la participation de toute la communauté enseignante, aussi bien les enseignants que le personnel A.T.O.S. (administratifs, tech-

nicien, ouvriers et de service). Cette manif aura pour but de démontrer que la majorité de la communauté universitaire est opposée à ce projet de réforme. A notre avis, le gouvernement sera dans une position intenable en voulant imposer une réforme à des gens qui n'en veulent pas.

— **Pierre** : Je pense qu'il faut effectivement continuer de maintenir la mobilisation du côté des lycéens et des étudiants, l'étendre à toute la communauté universitaire, et si l'on ne peut pas tenir jusqu'au moment où sera voté le projet à l'Assemblée nationale, finir la mobilisation dans un feu de joie. Il faudra tenter des actions d'éclat, une paralysie totale de l'Education nationale pour bien démontrer la détermination du corps enseignant et universitaire dans sa majorité.

— **Jean-Christophe** : Je n'aurais pas tout à fait la même analyse. Que signifie pour le gouvernement une défaite sur le projet de loi Devaquet ? Cela signifie qu'un groupe social quel qu'il soit, lorsqu'il est capable de se mobiliser, peut faire reculer un gouvernement. Poursuivant d'une manière plus radicale ce que la gauche a mis en place, les enjeux sont énormes. S'il perd sur la loi Devaquet, peut-être perdra-t-il sur la Sécurité sociale, actuellement en débat. La seule solution pour gagner contre Devaquet est de commencer à élargir le débat. Il faut développer le rapport de force dans la population. (...)

Propos recueillis par Denis et Gérard (Gr. Sabate)

PRISONS

Les murs de la honte

A PRÈS avoir fait dans le « Ça m'suffit » aux fissures légendaires et dans des avions qui reniflaient mieux le pognon que le pétrole, le triste Chalandon — qui ne connaîtra décidément les prisons que de l'extérieur — se propose aujourd'hui, en bon libéral qu'il est, de privatiser les taules.

Cela fait bien évidemment gueuler les braves matons syndiqués qui me semblent être de la même engeance que ceux qui protestent quand il y a une baisse de production dans les usines d'armement ou pas assez de boulot dans l'industrie nucléaire.

Quant à la gauche bienpensante, elle, qui en son temps, ne supprimait les Q.H.S. que pour recréer aussitôt et en douce une autre prison dans la prison, elle s'émeut de ce projet du ministre de la Justice qui est pourtant dans la lignée honteuse de toutes les politiques d'enfermement des individus. Car, en fait, qu'elles soient privées au main de quelques entrepreneurs verveux ou publiques aux mains d'un Etat de juges ou de flics, les prisons resteront toujours construites des murs de la honte.

On sait l'horreur des taules américaines où tortures et assassinats sont monnaie courante, ou des camps de détention soviétique où on psychiatrise l'opposant. Des taulards ou d'anciens détenus comme Serge Livrozet, Jacques Lesage de la Haye, Roger Knobelpiess ou même Jacques Mesrine ont raconté que l'univers carcéral en France n'était pas vraiment rose.

Il va sans dire qu'on trouve dans les prisons françaises plus de

gens venant des banlieues ouvrières que des beaux quartiers de Neuilly. Et comme nous le rappelait encore récemment Claude Guillon dans sa très percutante « Lettre ouverte à un terroriste » quelques centaines de prisonniers politiques croupissent dans les cellules de la République. Il n'y a pas si longtemps — au début de l'année —, on a pu voir comment un paysan breton opposé à un remembrement avait été interné un peu arbitrairement dans un asile psychiatrique.

La France n'a rien à envier au système américain ou aux démocraties populaires. Ici comme ailleurs, les asiles et les prisons servent à la même chose... A la destruction physique et psychique de ceux qu'on enferme, à leur castration. La contestation dans les taules est toujours une révolte extrême. Aller sur les toits chercher un peu de liberté, en sachant que les flics vont prendre plaisir à vous descendre comme des chiens au milieu du silence total de l'opinion publique !

Et puis, à côté de cela, combien de détenus à bout qu'on retrouve pendus dans leur cellule. La mort comme dernière évasion ! La prison tue et peu m'importe de savoir comment et avec quel fric le directeur va gérer son entreprise de merde. Le débat qui doit nous occuper, nous, anarchistes, c'est celui de la suppression des prisons et de la destruction des murs. Comme l'écrivaient en 1925 nos amis surréalistes : « Ouvrez les prisons, licenciez l'armée, il n'y a pas de crime de droit commun ».

DIOGÈNE



Antimilitarisme : mise au point

D EPUIS 1959, la défense repose sur deux idées forces : d'une part, elle se définit comme l'ensemble des activités (civiles ou non) qui permettent à l'Etat d'augmenter sa capacité de résistance face à des menaces d'ordre externe (ou interne), d'où l'importance du secteur militaro-industriel ; d'autre part, l'Etat de défense est rendu permanent avec différents degrés (de la mise en garde à l'état de guerre), les protocoles d'accord entre l'armée et les autres ministères visant à faire intérioriser par la population l'esprit de défense.

Consensus national

Pour cela, l'armée et donc le service national ont été réorganisés de façon à : 1. Mettre en place une force de frappe nucléaire tricolore et une capacité d'intervention rapide dans les ex-colonies où se

perpétue une domination économique et politique. 2. Maintenir l'idée de l'autorité de l'armée, de l'Etat ; en effet, la dissuasion nucléaire met les habitants en position d'otages ; pour poursuivre cette stratégie, il faut donc établir un fort consensus national derrière l'armée et n'admettre aucune contestation.

Naturellement, les pouvoirs cherchent à faire accroire que ce consensus transcende tous les antagonismes sociaux. Ceci explique la violence avec laquelle sont poursuivis les réfractaires, qui remettent en cause ce consensus, et plus généralement ceux qui luttent pour une transformation radicale des rapports sociaux. Ceci explique aussi que, mis à part la soupape de sécurité individualiste que constitue la réforme, les lois sur le recrutement ne permettent de choisir qu'entre la soumission au service armé, la soumission à l'« aide technique »... et la soumission au service civil.

Parce que nous voulons une société libre, égalitaire et fraternelle, et que par conséquent voulons combattre collectivement les différentes formes de soumission à l'autorité, d'exploitation économique ou militaire, parce qu'enfin nous dénonçons à l'Etat tout pouvoir sur nos vies, nous sommes insoumis.

Vivre

comme nous pensons...

Qu'on ne se méprenne pas, l'antimilitarisme ne saurait être ni un aménagement du service national, ni le passage à une armée de métier déjà sérieusement avancé, ni la recherche d'un autre type de défense ; ainsi, objecteurs de conscience, nous voulons non seulement n'obéir à aucun ordre exigeant de nous d'utiliser la violence, mais aussi dénoncer la militarisation au quotidien, les oppressions de toutes sortes, le nationalisme, le racisme...

et ceci sans contrepartie sous la forme d'un quelconque service, futur civil, tant il est vrai que reconnaître ce service à l'Etat reviendrait à payer pour ses opinions.

De façon annexée, il apparaît clair que le service civil tel qu'il est conçu est d'une idéologie pétainiste identique aux T.U.C. et autres T.I.G., bafouant de plus les droits du travail les plus élémentaires et n'apportant aucune contribution concrète à la lutte contre la militarisation.

L'objection, nous la voudrions « brèche ouverte dans les remparts du militarisme » et non réplique foetal dans une association quelconque ; et, préférant vivre comme nous pensons, plutôt que penser comme nous vivons, c'est dans l'insoumission que nous prétendons construire la résistance à la militarisation.

Nous ne sommes pas naïfs au point de croire que notre objection pure et simple puisse être acceptée

par les tenants du pouvoir, les dizaines de procès qui ont lieu actuellement contre les réfractaires prouvent le contraire ; nous ne croyons pas plus à la justice qui a toujours su montrer sa solidarité avec les oppresseurs ; et si nous sommes présents aux procès, c'est afin de ne pas nous laisser condamner sans réagir et de rappeler comme le proclame hypocritement le préambule de la Constitution que « la liberté et la résistance à l'oppression sont des droits naturels et imprescriptibles ».

Frédéric ARENOU

Frédéric Arenou passe en procès le jeudi 11 décembre, à 14 h, à la 10^e chambre correctionnelle de Paris sous l'inculpation d'insoumission en temps de paix. Pour tout soutien : être présents nombreux à l'audience ; envoyer des lettres ou télégrammes au président Malergue, Palais de Justice, 4, boulevard du Palais, 75001 Paris ; demander en solidarité son statut d'objecteur (ou d'objectrice) de conscience ou sa coïnculpation (N.d.R.).